

Savoir

Outaouais

Le magazine de l'Université du Québec à Hull

Volume 2, numéro 2 • Printemps-été 2002

Quand le **JEU**
n'est plus
un **JEU**

DIPLOMÉS EN PSYCHOÉDUCATION

Plus que
quelques
mois...

Après le 29 septembre 2002,
la maîtrise en psychoéducation avec stages sera obligatoire pour intégrer
l'Ordre des conseillers et conseillères d'orientation et des psychoéducateurs et
psychoéducatrices du Québec (OCCOPPQ). D'ici là, il est possible d'y accéder avec
un baccalauréat et un certain nombre d'heures de formation continue.

Le saviez-vous ?

Il est encore temps d'y voir!

Pour faire le tour de la question une bonne fois pour toutes,
il nous fera plaisir d'échanger avec vous...

Demandez Marc Bélanger, ps.éd., au 1 800 363-2643 ou
au (514) 737-4717, poste 222
ou écrivez-lui à : mbelanger@occoppq.qc.ca
ou consultez notre site Web : www.psychoeducation.qc.ca

Ordre
des conseillers
et conseillères
d'orientation



et des
psychoéducateurs et
psychoéducatrices
du Québec

Le titre de psychoéducateur est réservé
aux seuls membres de l'Ordre,
détenteurs de ce permis



LES PUCES NOUS EMBALLENT

Révolutionner, virtualiser, télécommuniquer. En investissant dans les entreprises de haute technologie de l'Outaouais, nous engageons des capitaux, accélérons leur croissance et maximisons leur potentiel. Ensemble, nous créons de nouvelles richesses. Et l'idée nous emballe.

Fonds régional de solidarité FTQ
Outaouais

Bureau 315
259, boul. Saint-Joseph
Hull (Québec) J8Y 6T1
(819) 778-2995
www.out.fondsreg.com

 **FONDS**
régional de solidarité FTQ
Outaouais

Savoir

Outaouais

Le magazine de l'Université du Québec à Hull

Savoir Outaouais

Le magazine de l'Université du Québec à Hull

Volume 2, numéro 2 – Printemps - été 2002

Savoir Outaouais est publié trois fois par année par le Service de l'information et des relations publiques de l'Université du Québec à Hull. Il est distribué gratuitement aux membres du personnel, aux retraités, aux diplômés et aux différents partenaires de l'UQAH, de même qu'aux diverses instances universitaires.

Tirage

18 000 exemplaires

Rédactrice en chef Hélène Auclair
Coordination et publicité Réal Croteau
Comité d'orientation Claude Boudreau
Réal Croteau
Jacinthe Deault
Jean-Claude Desruisseaux
Rédaction Hélène Auclair
Patrice Bergeron
Frédérique David
Guy Deschambeault
Andrée Proulx
Révision et correction d'épreuves Jocelyne Labelle
Design graphique Denis LaPointe
Photographie Sylvain Marier
Denis LaPointe

Dépôt légal - 2001

Bibliothèque nationale du Québec
Bibliothèque nationale du Canada
ISSN 1496-0621

La rédaction de **Savoir Outaouais** laisse aux auteurs l'entière responsabilité de leurs opinions. La reproduction des articles est autorisée, sous réserve de mention de la source et d'une autorisation de la direction du magazine.

Le genre masculin est utilisé sans discrimination pour alléger le texte.

Postes Canada

Envoi de poste-publications canadienne
Numéro de convention 1835157

ABONNEMENT GRATUIT

Vous voulez recevoir le magazine **Savoir Outaouais**?
Abonnez-vous gratuitement dès aujourd'hui!

CHANGEMENT D'ADRESSE

Vous déménagez? Faites-nous parvenir votre nouvelle adresse sans délai!

Savoir Outaouais

Université du Québec à Hull
Service de l'information et des relations publiques
283, boulevard Alexandre-Taché
Case postale 1250, succursale B
Hull (Québec) Canada J8X 3X7
Téléphone : (819) 595-3960
Télécopieur : (819) 595-3924
Courriel : savoir@uqah.quebec.ca



L'Université en Outaouais



Dossier spécial
12
Quand le jeu n'est plus un jeu



Portrait
18
Ginette Daigneault : de la fibre naturelle à la fibre optique



Portrait
21
Patrick Duguay
L'homme au mille et une causes



Dossier innovation
24
De nouveaux services pour les étudiants handicapés



Dossier innovation
26
L'UQAH à Mont-Laurier :
une présence dynamique et stimulante

À propos :

Des services universitaires tant en milieu urbain qu'en milieu rural 5

L'UQAH en bref 6

Nouvelles de la Fondation 28

Bulletin des diplômés 30

Fier partenaire de votre réussite!

Succursales universitaires

Pavillon Alexandre-Taché
Tél. : (819) 595-2377
Télec. : (819) 595-2219

Pavillon Lucien-Brault
Tél. : (819) 773-1700
Télec. : (819) 773-1675

Succursales collégiales

Campus Gabrielle-Roy
Tél. : (819) 778-1698
Télec. : (819) 778-1672

Campus Félix-Leclerc
Tél. : (819) 243-0126
Télec. : (819) 568-9113

Campus Louis-Reboul
Tél. : (819) 777-6584

Copie conforme

Tél. : (819) 770-0637
Télec. : (819) 770-9885

CENTRES
INFORMATIQUES
COOPSCO

LIBRAIRIES COOPSCO

ÉCOLE DE CONDUITE
COOPSCO

SERVICES
ALIMENTAIRES
COOPSCO

STATIONNEMENT
ET RÉSIDENCE
(UQAH SEULEMENT)

CENTRE DE
PHOTOCOPIE
COPIE CONFORME



**COOPÉRATIVE
COLLÉGIALE ET UNIVERSITAIRE
DE L'OUTAOUAIS**

On gagne à connaître sa coop!



» Prendre le temps de *vivre* «

- Vêtements
- Chaussures
- Équipement de plein air

Vente et location



DES SERVICES UNIVERSITAIRES TANT EN MILIEU URBAIN QU'EN MILIEU RURAL



Depuis sa fondation en 1981, l'Université du Québec à Hull s'est assurée, comme plusieurs organismes régionaux du milieu de l'éducation l'avaient fait auparavant, d'offrir des services aux étudiants autant en milieu urbain qu'en milieu rural. Bien sûr, les efforts pour desservir l'ensemble de la population ont varié en intensité et en nombre selon les milieux et les ressources disponibles, mais l'UQAH a toujours accordé une importance particulière aux services offerts dans les régions périphériques.

L'UQAH couvre un grand territoire. À l'ouest, en allant vers le sud puis vers l'est, à partir de l'Île au Calumet dans la région de Fort Coulonge, il longe la rivière des Outaouais jusqu'à proximité de Lachute. En remontant vers le nord, il couvre la vallée de la Gatineau, de Chelsea à Maniwaki, et même le long de la rivière La Lièvre jusqu'à Mont-Laurier. Dans ce territoire est évidemment inclus le milieu urbain du grand Gatineau.

Dès le début des années 1970, lorsque la Direction des études universitaires de l'Ouest québécois offrait des cours et des programmes à Hull, elle desservait également Mont-Laurier. Ce souci de rendre l'éducation supérieure accessible à toute la population de ce grand territoire s'est accru jusqu'au début des années 1990. Au plus fort de ses activités en région, des cours étaient offerts à Mont-Laurier, Maniwaki, Saint-André-Avellin, Fort-Coulonge, Gracefield, etc.

Puis, pour diverses raisons, toutes valables dans le contexte, ces activités offertes hors du milieu immédiat de Hull-Gatineau ont diminué. Au début des années 2000, il n'y avait que Mont-Laurier qui continuait à être desservi. Des restrictions budgétaires et des ressources plus restreintes ont forcé l'UQAH à se concentrer sur le territoire plus immédiatement rapproché. Il existe pourtant une clientèle en région qui souhaite recevoir un enseignement universitaire sans avoir à se déplacer sur de plus ou moins longues distances.

En effet, les quelque 200 kilomètres qui séparent Hull de Mont-Laurier ralentissent parfois l'ardeur de plusieurs candidats potentiels.

Dans ce contexte, le recteur, monsieur Francis R. Whyte, a choisi d'inclure, dans le cadre de son deuxième mandat, le service aux régions périphériques. Il souhaite que les personnes désirant poursuivre des études universitaires aient l'occasion de le faire dans tous les secteurs de l'Outaouais. Évidemment, la réalisation de cet objectif passe par la contrainte des ressources disponibles, mais elle est surtout conditionnée par une présence soutenue et active partout sur le territoire de l'UQAH. Les nouvelles technologies, comme la vidéoconférence et l'ordinateur, permettent de rejoindre des personnes un peu partout en Outaouais et nous en ferons bon usage dans la mesure où nous le pourrons.

Mais, comme il a été mentionné précédemment, rien ne remplace la présence de représentants de l'Université près de la clientèle potentielle et des forces vives du milieu, comme les entreprises, les décideurs politiques et les groupes communautaires. À ce chapitre, des efforts ont été déployés au cours de la dernière année dans la région de Mont-Laurier, incluant les populations des MRC Antoine-Labelle, Vallée-de-la-Gatineau et Laurentides.

Une lettre d'entente a été signée entre l'UQAH et le Cégep de Saint-Jérôme qui permettra une meilleure présence physique de l'agente de l'Université à Mont-Laurier. Madame Andrée Campeau sera logée dans les locaux du Centre collégial de Mont-Laurier à compter du mois d'août 2002, augmentant ainsi la visibilité de l'Université auprès des futurs étudiants. Un groupe de réflexion, composé de représentants significatifs de la région, a été formé pour discuter des besoins en formation postsecondaire dans cette région. Une publicité notable a été donnée à ces événements. Le résultat est probant : les demandes d'information et d'admission pour l'automne 2002 ont presque triplé par rapport à celles de 2001.

Des démarches sont également en cours auprès des autorités scolaires de Maniwaki afin de permettre une présence plus soutenue de l'Université dans cette municipalité.

Au-delà de ces réalisations concrètes, l'UQAH entrevoit, au cours des prochains mois, annoncer d'autres actions concertées avec ses partenaires collégiaux dans la région afin que, comme l'exige une véritable conception de la régionalisation, toute la population de l'Outaouais soit en mesure d'avoir accès aux études supérieures.

L'UQAH pourra alors, sans réserve, prétendre être l'Université dans l'Outaouais.

Pierre Roberge
Conseiller au recteur – Affaires externes
Directeur général de Fondation de l'UQAH

DES ÉVÉNEMENTS FORTS COURUS !

Le printemps a été riche en événements à l'UQAH. Quatre colloques y ont été tenus : le colloque sur le suicide, auquel est consacré un article en page 11, le colloque sur l'intervention auprès des familles, le colloque de psychoéducation et le colloque *Silence, on forme !*

COLLOQUE SUR L'INTERVENTION AUPRÈS DES FAMILLES

Premier événement de ce genre à être organisé par le Département de travail social de l'UQAH, le colloque intitulé *Pourquoi impliquer les familles en intervention psychosociale ?* a interpellé en mars dernier plus de 230 professionnels de la région préoccupés par l'implication des familles en intervention psychosociale.

La participation a d'ailleurs dépassé les attentes du comité organisateur, qui a pris récemment la décision de faire du colloque un événement annuel afin de répondre à un besoin exprimé par de nombreux intervenants : recevoir davantage de formation. Le 2^e colloque sur l'intervention auprès des familles aura lieu en mars 2003.

COLLOQUE CONJOINT DES DÉPARTEMENTS DE PSYCHOÉDUCATION

Plus d'une centaine de personnes se sont donné rendez-vous le 27 avril à l'UQAH dans le cadre du 3^e colloque conjoint des départements de psychoéducation de l'Université du Québec à Trois-Rivières, de l'Université du Québec en Abitibi-Témiscamingue et de l'Université du Québec à Hull.

Présenté sous le titre *Développement de la profession et de la recherche en psychoéducation : contribution de l'UQ en 2002*, le colloque visait à promouvoir le travail conjoint des professeurs et des étudiants des trois constituantes du réseau et à favoriser les échanges sur l'avancement des travaux. Le professeur Jacques Dionne, du Département de psychoéducation de l'UQAH, était responsable de l'organisation de l'événement.

SILENCE, ON FORME ! COLLOQUE SUR LA FORMATION EN ENTREPRISE

Soucieux d'offrir des activités de formation rentables au sein de leur entreprise ou de leur organisation, les dirigeants d'entreprise, responsables de la formation et professionnels en ressources humaines de la région s'étaient donné rendez-vous en mai dernier au colloque sur la formation en entreprise. Cette rencontre, sous le thème *Silence on forme!*, était le fruit d'une collaboration entre le Bureau de liaison université-milieu de l'UQAH et le Conseil régional des partenaires du marché du travail d'Emploi-Québec.

« Dans un contexte de compétitivité, l'importance d'une main-d'œuvre apte à innover et à produire de la qualité n'est plus à démontrer », a indiqué Murielle Laberge, membre du comité organisateur du colloque et professeure au Département des relations industrielles de l'UQAH. « Puisque les exigences évoluent constamment et qu'il est nécessaire de veiller au perfectionnement des employés, la formation en entreprise devient un élément stratégique et crucial pour toute organisation qui veut assurer sa croissance et se maintenir sur les marchés. »

ÉVÉNEMENTS

NOUVEAU NOM DE L'UQAH : EN ATTENTE D'UNE DÉCISION DU CONSEIL DES MINISTRES

Au moment de l'impression du magazine, le gouvernement du Québec ne s'était pas encore prononcé sur le nouveau nom de l'Université. Bien que le ministère de l'Éducation se soit déclaré en faveur du nom « Université du Québec en Outaouais », la décision finale revient au Conseil des ministres.

L'UQAH ADHÈRE À L'ÉCOLE SPORT-ÉTUDES

L'UQAH est maintenant membre affilié de l'École Sport-Études. Les athlètes de haut niveau pourront désormais poursuivre des études supérieures en Outaouais tout en ayant accès à des services d'encadrement pédagogique adaptés à leurs besoins.

Nicolas Gill, célèbre judoka classé 2^e aux Jeux olympiques de Sydney en 2000 et 1^{er} aux Jeux de la francophonie à Hull en 2001, était présent à cette occasion au côté du recteur de l'UQAH, monsieur Francis R. Whyte, et de la directrice générale de l'École Sport-Études, madame Josée Ferland, pour témoigner de son expérience en tant qu'athlète-étudiant membre de l'École Sport-Études.

Les principes valorisés par l'École Sport-Études et l'UQAH comprennent, entre autres, l'accessibilité à des études supérieures pour des athlètes de haut niveau, l'excellence des résultats scolaires et sportifs et l'intégration des athlètes-étudiants à leur milieu.

Les athlètes-étudiants membres de l'équipe de hockey Les Olympiques de Hull font déjà partie de l'École Sport-Études; ils peuvent dorénavant faire une demande d'admission à l'UQAH afin d'y entreprendre des études supérieures tout en poursuivant leur carrière sportive. Depuis septembre 2001, le Service d'activités physiques et sportives de l'UQAH (SAPS) est d'ailleurs le centre d'entraînement officiel des Olympiques de Hull.

En adhérant à l'École Sport-Études, l'UQAH désire favoriser le développement de la pratique sportive de haut niveau dans la région de l'Outaouais. Le programme a été développé en collaboration avec la Fondation Sport-Études, les commissions scolaires de la région, le Collège de l'Outaouais, la Fédération québécoise du sport étudiant, l'Unité régionale de loisirs et de sports, l'organisation des Olympiques de Hull et Kinexsport. Ce projet s'inscrit en continuité avec l'École Sport-Études aux niveaux secondaire et collégial.

Nicolas Gill et le recteur Francis R. Whyte
au SAPS de l'UQAH



RÉALISATIONS

DESTINATION MARS AVEC JUDITH LAPIERRE

La professeure Judith Lapierre, du Département des sciences infirmières de l'UQAH, est devenue la première Canadienne, à être nommée commandante de mission à bord de la station terrestre Mars Desert Research Station (MDRS) qui se trouve aux États-Unis, plus précisément dans le désert du sud-ouest en Utah. La mission s'est déroulée du 24 mars au 7 avril.

Fascinée par l'exploration spatiale, Judith Lapierre est chercheuse en sciences spatiales dans le domaine de la santé et membre du Conseil des dirigeants de la Société Mars du Canada. Ses intérêts en recherche visent l'implantation de stratégies de promotion de la santé, dont le but est de favoriser l'adaptation, le bien-être et la performance en environnements extrêmes.

« Depuis longtemps, explique la chercheuse, le succès des missions spatiales a été défini strictement par les tâches à accomplir. Je m'intéresse à savoir si le succès n'est pas davantage lié au bien-être des membres de l'équipage, à leur capacité à travailler en équipe et à régler les conflits. » Plus que théorique, l'expertise de la D^e Lapierre est aussi pratique puisqu'elle a représenté l'Agence spatiale canadienne, en 1999, lors de sa participation à l'expérience de confinement internationale mixte de longue durée, en Russie.

C'était donc la deuxième mission de Judith Lapierre dans une station orbitale terrestre. « Mis à part quelques problèmes techniques en début de mission qui ont été rapidement réglés, raconte-t-elle, le tout s'est bien déroulé. Au plan scientifique, la plupart des travaux ont été accomplis et nous avons réussi à développer quelque projets en commun, ce qui est bien, car cela démontre la créativité de l'équipage et la capacité de ses membres à travailler en collectivité. »

PREMIÈRE DANS L'HISTOIRE DE L'UQAH

L'UQAH salue fièrement ses premiers diplômés en génie informatique. En effet, sept étudiants ont terminé en avril dernier leur baccalauréat. Cinq d'entre eux ont de plus passé le rituel d'engagement et reçu la bague de l'ingénieur à la Faculté de génie de l'Université d'Ottawa. Ils étaient accompagnés pour l'occasion de Wojtek Bock, directeur du Département d'informatique, et de Ahmed Lakhsasi, directeur du Module de l'ingénierie.

La première cérémonie d'engagement de l'ingénieur a eu lieu en 1925. Par l'entremise de ce rituel, le finissant s'engage à faire preuve d'un haut degré d'intégrité tout au long de sa carrière.

De gauche à droite : Philippe Venne, David Nacarino, Jean-François Groulx, Annie Valade, Antoine Shaneen, ainsi que Wojtek Bock, directeur du Département d'informatique, et Ahmed Lakhsasi, directeur du Module de l'ingénierie. Les étudiants Jean-Hugo Meilleur et Anto Kennedy était absents lors de la cérémonie.



En plus de travailler à l'atteinte des objectifs de la Société Mars, les chercheurs qui participent aux missions terrestres ont également l'occasion de travailler sur un projet de recherche de leur choix. Au-delà, donc, de son rôle de commandante, madame Lapierre a conduit un projet développé en collaboration avec les professeurs Stéphane Bouchard et Patrice Renaud du Laboratoire de cyberpsychologie de l'UQAH. Ce projet vise à évaluer les besoins de soutien à distance pour les équipages qui vont effectuer des séjours de longue durée dans l'espace et à identifier comment on peut améliorer la performance des individus qui ont à vivre en confinement en leur offrant un programme d'entraînement physique par le biais d'écrans de réalité virtuelle.

La prochaine mission

Judith Lapierre prévoit participer à une autre mission de la Société Mars en 2003 alors que le Canada sera responsable de la gestion de la recherche pendant un mois à la station scientifique américaine. À plus long terme, elle espère, comme bien des passionnés de l'exploration spatiale, participer à une mission spatiale de la NASA.



Photo : Paul Harris

L'UNIVERSITÉ DE LA RUE, POUR REDONNER ESPOIR

Élaine Théberge, étudiante en travail social à l'UQAH, s'est inspirée d'un projet mis en place à Vancouver pour créer une première université de la rue dans l'Outaouais.

Son objectif ? Amener les personnes sans abri à reprendre confiance en elles en leur donnant accès au savoir et en leur offrant la chance de développer des habiletés sociales, de façon à les encourager à entreprendre des projets pour se sortir de la rue.

« Faute de pouvoir amener ces gens dans les institutions d'enseignement traditionnelles, nous avons décidé d'aller vers eux », explique l'étudiante. À chaque lundi durant l'année scolaire, un professeur ou un étudiant de l'UQAH se rend au Gîte-Ami pour discuter avec les sans-abri et leur communiquer des connaissances variées. L'expérience fonctionne bien et les bénéficiaires semblent apprécier la formule. Élaine Théberge espère maintenant implanter le concept de façon permanente dans la région.

PUBLICATIONS

SUR LE TERRAIN DES PÈRES

La professeure Annie Devault du Département de travail social de l'UQAH et les agentes de recherche Christine Bolté, Michèle Saint-Denis et Judith Gaudet, toutes trois de l'UQAM, ont procédé au lancement d'un ouvrage intitulé *Sur le terrain des pères. Projet de soutien et de valorisation du rôle paternel* en avril dernier. Les auteures ont effectué la recension des 61 programmes d'intervention auprès des pères actuellement offerts au Canada. Le volume divisé en 3 parties, décrit les caractéristiques de chacun de ces programmes, fait ressortir les 15 meilleures projets d'intervention au pays et propose un constat ainsi que des recommandations. *Sur le terrain des pères* a été publié par le Groupe d'étude et de recherche en intervention sociale (GÉRIS).

L'AMIANTE RACONTÉE

La saga de l'amiante, de François Dallaire, journaliste et chargé de cours au Département des sciences administratives de l'UQAH, est parue chez Danielle Shelton Éditrice et Lanctôt Éditeur.

Originaire de l'Estrie, François Dallaire relève d'une façon inédite, accessible et éclairante l'audacieux défi de refaire le parcours d'une longue et riche relation : celle de l'homme avec l'amiante.

En préface, Jean-Yves Tremblay, ingénieur des mines, parle d'un coup réussi. « Tout en demeurant rigoureux, François Dallaire a su présenter l'essentiel d'une manière concise, vulgarisée qui passionnera le lecteur. »



De gauche à droite : Gaston Brunet et Richard Ferland de la Banque Nationale, Pauline Rochefort de la Banque de développement du Canada, les étudiants Julie Bureau, Patrick Leblanc, Jean-François Vernier et Patrick Gonnon ainsi que Marc Yelle de la Banque de développement du Canada.

PRIX PRESTIGIEUX REMIS À UNE ÉQUIPE DES SCIENCES COMPTABLES

Les étudiants du Département des sciences comptables de l'UQAH ont gagné la 5^e édition du concours universitaire régional annuel des plans d'affaires, en avril. L'équipe gagnante était composée de Julie Bureau, Patrice Gonnon, Patrick Leblanc et Jean-François Vernier. Leur plan d'affaires, intitulé *Au sommet*, visait à créer un centre de conférence et de formation.

Ce prestigieux concours met en compétition les trois universités de la région, soit l'Université Carleton, l'Université d'Ottawa et l'Université du Québec à Hull. Les universités Carleton et d'Ottawa sont arrivées respectivement aux 2^e et au 3^e rangs de la compétition.

À l'UQAH, les étudiants sont appelés à développer un plan d'affaires pour répondre aux exigences du cours de Comptabilité de management III. C'est le chargé de cours Marcel Gendreau qui les a encadrés pour ce projet. Une compétition interne s'est déroulée à l'UQAH afin de choisir l'équipe qui représenterait l'Université à la finale régionale. Le concours est présenté par la Banque Nationale et la Banque de développement du Canada, en collaboration avec l'Ordre des comptables en management accrédités (CMA).

DISTINCTIONS

NOUVELLE ALLIANCE EN PHOTONIQUE

L'UQAH, qui travaille depuis plus de 15 ans au développement de la photonique et qui a acquis au fil des ans une expertise dans ce domaine, est maintenant membre à part entière d'une nouvelle alliance de recherche en photonique impliquant les principaux intervenants de la région Ottawa-Gatineau. Le professeur Wojtek Bock, du Département d'informatique de l'UQAH, participe à cette alliance qui réunit des chercheurs du Centre de recherches sur les communications, du Conseil national de recherches du Canada, de l'Université d'Ottawa, de l'Université Carleton et du Collège Algonquin.

Le lancement de la Ottawa Photonics Research Alliance (OPRA), qui se déroulait en février dernier à Ottawa, fait de la région un milieu de recherche en photonique de calibre mondial.

L'OPRA constitue, par sa taille, son envergure et son impact économique, la première communauté de recherche et développement en photonique au Canada. Cette force innovatrice est implantée au cœur de la plus importante concentration d'entreprises de photonique au pays. Menée par l'Institut de télécommunications de la capitale nationale (ITCN), cette alliance favorisera la hausse du niveau de compétitivité à l'échelle mondiale.

La photonique désigne un ensemble de technologies – de fonctions – dans lesquelles le photon sert de véhicule pour les communications, les soins de santé, la fabrication, les détecteurs pour les applications scientifiques, les applications de protection, etc. On estime qu'au cours des prochaines décennies la photonique sera aussi présente dans la vie des gens que le sont actuellement les appareils électroniques.

INNOVATION

LE GROUPE DE RECHERCHE EN ANALYSE DE PROJET, PRODUCTION ET AIDE À LA DÉCISION (GRAP²AD)

Le GRAP²AD est un beau rêve devenu réalité en décembre 2000, lorsque le professeur Sébastien Azondékon du Département des sciences administratives, a officiellement formé le groupe de recherche avec quelques étudiants en gestion de projets. Le GRAP²AD est composé d'étudiants, de professeurs de l'UQAH et de membres externes qui se donnent rendez-vous hebdomadairement durant l'année scolaire pour échanger.

L'objectif de départ visait à former un creuset de réflexion et de partage intellectuel pour mettre le programme de gestion de projets en orbite. « Le plus gros défi, souligne monsieur Azondékon, était d'amener des professeurs à joindre les rangs afin de consolider le groupe et de faire rayonner le programme de maîtrise en gestion de projet. » L'appel a vite été entendu : le professeur Azondékon ne s'attendait pas à ce que le groupe connaisse si rapidement un tel succès.

Qu'est-ce qui fait que ce groupe de recherche a tant avancé et en si peu de temps ? Étudiants et professeurs s'entendent pour dire que la devise du groupe est la clé de son succès : « **Tous pour un et un pour tous !** ». Le fait de travailler ensemble sur un pied d'égalité, d'échanger de l'information et de s'entraider est d'une importance capitale, car c'est un milieu où l'on peut faire du réseautage, ce qui n'est peut-être pas accessible dans un cadre de formation formel.

L'avantage du groupe est palpable. Les étudiants à la maîtrise affirment d'ailleurs que le fait de se rencontrer et d'échanger sur une base motive leur intérêt pour la recherche. Steven Lévesque, étudiant, raconte que le travail en groupe lui permet d'ajouter à ses connaissances en utilisant les expériences de ses collègues dans leur champ de recherche. « Les chercheurs que je connais ne font pas partie d'un groupe de recherche et ont peu de contact avec les autres étudiants. Notre groupe permet de briser l'isolement que la recherche génère. C'est une retombée périphérique, mais qui est très importante parce qu'elle crée un dynamisme et un enthousiasme certains, surtout lorsque la recherche n'avance pas au rythme où on le souhaiterait. »

LE GRAP²AD : RECONNU PAR LE PMI

Dominique Goulet, dont le projet a été primé lors du Symposium du Project Management Institute (PMI) tenu au Tennessee, aux États-Unis, a été en mesure de constater que leur travail avait été accueilli avec beaucoup de crédibilité. Elle insiste sur le fait que la reconnaissance du PMI est la consécration du travail d'équipe du GRAP²AD. « Si je n'avais pas eu la possibilité de présenter mon projet au groupe et de recevoir des rétroactions, des commentaires et des suggestions lors de nos rencontres hebdomadaires, le tout n'aurait pas eu le même impact. Après notre présentation, explique-t-elle, les gens se sont présentés en grand nombre pour avoir des copies de notre article et plus de détails sur notre projet. »

Un autre étudiant, Evase Baziki, renchérit en disant qu'il faut souligner l'apport des professeurs, lequel est indispensable. « Quand nous avons commencé, il n'y avait qu'un seul professeur. Nous pouvons maintenant compter sur plusieurs d'entre eux. Cela rassure les étudiants, parce que nous travaillons dans un climat bon enfant et que les professeurs contribuent grandement à l'amélioration de nos mémoires. »

Le professeur Juan Salazar, du Département des sciences administratives de l'UQAH indique avoir joint le groupe pratiquement dès le début. « Ce qui m'attirait, c'était l'idée de partager quelques instants à chaque semaine avec des étudiants dynamiques et d'échanger des idées. Cela me permet en quelque sorte de voir des choses auxquelles je n'aurais peut-être pas pensé. »

Le GRAP²AD vise à moyen terme à poursuivre sa lancée et à accroître sa participation sur les scènes nationale et internationale. Le prix PMI que le groupe vient de se mériter est très certainement un pas dans la bonne direction.

Quelques membres du GRAP²AD : Evase Baziki, Nathalie Wybouw, Dominique Goulet, Sébastien Azondékon (professeur et directeur du groupe), Hary Lalaina Rakotomalala, Samson J-A. Dazogbo et Steven Lévesque.

DISTINCTIONS



Profitez des programmes de cycles supérieurs de l'UQAH pour donner un coup de pouce à votre carrière.

Nos divers programmes courts, diplômes d'études supérieures spécialisées, programmes de maîtrise et de doctorat vous permettront de compléter votre formation à temps partiel ou complet.

EXACTEMENT CE QU'IL VOUS FAUT !

Bureaux des études de cycles supérieurs
Pavillon Alexandre-Taché
(819) 595-4417 ou 1 800 567-1283, poste 4437
Pavillon Lucien-Brault
(819) 773-1769 ou 1 800 567-1283, poste 1726

www.uqah.ca

(Cliquez sur « Venez étudier »)

**L'UNIVERSITÉ
ÇA CHANGE
TOUT LE MONDE !**



ABONNEMENT D'ÉTÉ

INCLUANT TOUS LES SERVICES DE BASE



Adultes : 79 \$*
Étudiants de l'UQAH : 40\$*
Étudiants autres : 50\$*

*Certaines conditions s'appliquent
Valable su 1^{er} mai 2002 au 31 août 2002

Heures d'ouverture

Du lundi au vendredi de 6 h 30 à 22 h
Samedi et dimanche de 8 h à 18 h

Le Service des activités physiques
et sportives de l'UQAH (SAPS)

283, boul. Alexandre Taché,
pavillon Alexandre Taché, porte 16

595-2310

SERVICES OFFERTS

- Supervision par des éducateurs physiques
- Entraîneur personnel disponible sur demande
- Tapis roulant et escaladeurs
- Vélos stationnaires
- Appareils d'entraînement
- Bain libre
- Classe de Spinning
- Aérobic
- Aquaforme
- Elyptical
- Vestiaires complets

PROGRAMMES SPÉCIALISÉS

- Réadaptation cardiaque
- Programmes d'amaigrissement
- Entraînement personnel
- Évaluation de la condition physique
- Club de triathlon



« CRÉER DE L'HUMANITÉ »

Par Hélène Auclair

COLLOQUE DE L'ASSOCIATION QUÉBÉCOISE DE SUICIDOLOGIE À L'UQAH

En mai dernier, l'Université du Québec à Hull a accepté d'emblée d'être l'hôte du 10^e colloque de l'Association québécoise de suicidologie (AQS). Cet événement important, en raison de son rayonnement local, régional et national, était organisé par l'AQS en collaboration avec le Centre d'aide 24/7 et les Journées Richard-Laurendeau.

Le colloque de l'AQS, qui se tient à tous les 2 ans, a rassemblé quelque 400 personnes qui ont pu mettre en commun leur expérience, se ressourcer et explorer de nouvelles pistes de solution au problème du suicide. Précédé par 3 journées de pré-colloque, du 13 au 15 mai, le colloque en tant que tel s'est déroulé du 16 au 18 mai. Plus de 70 communications y ont été présentées ainsi que plusieurs conférences, ateliers et activités.

Le début du colloque a été marqué par le mot de bienvenue du recteur, monsieur Francis R. Whyte, et par la présence de monsieur Roger Bertrand, ministre délégué à la Santé, aux Services sociaux, à la Protection de la jeunesse et à la Prévention du Québec (MSSSQ). Le ministre est venu donner son appui aux intervenants du milieu à la suite de la présentation du bilan de la Stratégie québécoise d'action face au suicide, rendu public la veille lors d'une journée de pré-colloque. La journée du 15 mai était en effet consacrée aux chercheurs et spécialistes du Ministère, qui ont fait connaître les résultats de la stratégie instaurée il y a 4 ans.

Au nombre des conférenciers invités, mentionnons la présence du D^r David J. Roy, directeur du Centre de bioéthique de l'Institut de recherches cliniques de Montréal, du D^r Jean-Louis Terra, professeur et chef de service du Département d'Information Médicale du Centre Hospitalier Le Vinatier (Lyon), et de monsieur Brian Mishara, professeur à l'Université du Québec à Montréal et directeur du Centre de recherche et d'intervention sur le suicide et l'euthanasie.

Les professeures Monique Séguin et Line LeBlanc du Département de psychoéducation et de psychologie ont toutes deux collaboré à l'organisation du 10^e colloque de l'AQS. Madame Séguin, qui est aussi directrice du Laboratoire de recherche sur le suicide et le deuil au Centre Fernand-Séguin, présidait le comité scientifique, alors que madame LeBlanc était membre du comité organisateur. Les deux professeures se sont dites très satisfaites du colloque, qui s'est déroulé pour la première fois dans la région.

« Créer de l'humanité » pour mieux intervenir

Présenté sous le thème « Créer de l'humanité », le colloque a permis de discuter de l'importance de la dimension humaine dans l'analyse du processus suicidaire et de la nécessité de créer des réseaux de personnes empathiques et sensibles aux signes précurseurs pouvant mener au suicide.

Comment soutenir la personne en détresse? Comment le clinicien peut-il maintenir des liens avec des gens qui souffrent et qui vivent des échecs répétés? Comment renouer avec la vie après le suicide d'un proche? Quelles sont les approches novatrices en prévention du suicide? Toutes ces questions, et bien d'autres, ont fait l'objet de discussions lors du colloque.

Trop de personnes ne trouvent pas leur place dans la vie et posent des gestes irréversibles. Perte de valeurs, de motivation et d'emploi, faible estime de soi, divorce, problème de jeu ne sont que quelques unes des causes à l'origine du mal de vivre responsable de la mort de tant de personnes au Québec. Selon Line LeBlanc, « le suicide est le symptôme d'un profond malaise au sein de la société, où performance et productivité sont valorisées au détriment de valeurs plus humaines. Nous avons également abordé cette dimension et tenté de voir comment nous pouvons amener ces personnes à trouver une place qui réponde à leur aspiration ».

« Et de l'espoir, il y a en toujours, même dans les situations qui peuvent nous sembler les plus désespérantes, croit Monique Séguin. Mais pour ce faire, il faut être sensible à la détresse et faire preuve de flexibilité dans nos approches, et ce, non seulement auprès des personnes à risque de suicide, mais aussi auprès des personnes qui sont touchées de près ou de loin par le suicide. »

LANCEMENT DE LA FONDATION LANI

Le lancement de la Fondation LANI, nom attribué en mémoire de Lani Assogba, qui s'est enlevé la vie à l'âge de 18 ans, a eu lieu dans le cadre du colloque de l'AQS. Cet organisme a été créée dans le but d'offrir à la collectivité des moyens d'agir autrement auprès des jeunes, de manière à favoriser leur expression dans la société, à faire la promotion de leur mieux-être et à prévenir leur détresse. Le lancement de la Fondation LANI a été suivi de la conférence « *La vie après le suicide d'un proche* » présentée par l'honorable Michael Sheehan, juge à la Cour supérieure du Québec. Monsieur Sheehan a perdu son fils à la suite d'un suicide.

Les professeurs Luc Lacroix et Yao Assogba, du Département de travail social de l'UQAH, ont travaillé en étroite collaboration avec des gens du milieu à la création de la Fondation.



Quand le JEU n'est plus un JEU

par Hélène Auclair

Jusqu'à récemment, les jeux de hasard étaient illégaux au Canada. Depuis que le gouvernement fédéral les a légalisés en 1969, ils sont omniprésents. Au-delà des bons vieux billets de loterie, des machines à sous, des appareils de loterie vidéo, des courses de chevaux et des casinos, nous pouvons maintenant commander nos billets dans le confort de notre foyer grâce à Lotomatique, un service d'abonnement à domicile, ou nous mesurer au hasard sur Internet. Pas moyen de s'en défaire, direz-vous ! En effet, nous sommes constamment sollicités. La variété des jeux de hasard sur le marché, ce qu'on appelle l'offre de jeu, est grande et peu d'entre nous ont su résister à l'envie de tenter leur chance. Selon Statistiques Canada, les Québécois ont dépensé en moyenne 355 \$ en 1998 pour les jeux de hasard, alors qu'ils dépensaient 130 \$ chacun en 1992.

Faut-il en conclure que le jeu est maintenant accepté dans notre société ?

« De plus en plus, répond Amnon Jacob Suissa, professeur et sociologue au Département de travail social de l'UQAH. La croissance des revenus et des profits est attribuable aux occasions de jouer. Plus il y a de jeux de hasard, plus il y a de personnes qui développent une dépendance au jeu et il est grand temps d'intervenir avant que les problèmes qui en découlent ne s'amplifient. »¹

Selon une étude réalisée par le Conseil national du bien-être social du Canada en 1996, chaque joueur coûte en moyenne 56 000 \$ par an à la société. Au Québec, on estime à 2,1 % de la population le nombre de joueurs pathologiques. On compte de plus 2,4 % de joueurs aux prises avec des problèmes de jeu de niveaux variés. Au total, cela représente plus de 125 000 personnes. Les cas de violence familiale reliés au jeu sont à la hausse, de même que le nombre de divorces, les pertes d'emplois, les journées de travail perdues, les cas de fraude, les délits criminels et les suicides, pour ne nommer que ceux-ci. Le Bureau du coroner du Québec rapporte d'ailleurs que le nombre de suicides reliés au jeu pathologique ne cesse de croître et que « pour plusieurs individus dépendants et d'autres en voie de le devenir, le jeu ne serait jamais un jeu. » Au moins 53 suicides sont directement reliés au jeu pathologique depuis 1999.

Quatre fois plus de joueurs pathologiques chez les jeunes

Aux États-Unis et au Canada, des milliers de jeunes sont des joueurs pathologiques. Selon une étude réalisée par Jeffrey Derevensky et Rina Gupta de l'Université McGill, il y aurait de 4 à 8 % des jeunes aux prises avec des problèmes de jeu pathologique, soit un taux presque quatre fois supérieur à celui des adultes. De 10 % à 15 % d'entre eux pourraient de plus développer une dépendance aux jeux de hasard et d'argent, ce qui laisse présager de nombreux problèmes sociaux pour les années à venir.

Selon les chercheurs, cet engouement pour les jeux de hasard vient du fait que les jeunes commencent à jouer dès leur jeune âge aux jeux vidéo, jeux sur lesquels ils peuvent exercer un certain contrôle et améliorer leur performance. Adolescents, ils en viennent naturellement à jouer aux loteries électroniques et pensent pouvoir développer des compétences qui les feront gagner sans réaliser qu'à ce genre de jeu, seul le hasard règne.

La dépendance au jeu est à ce point préoccupante chez les jeunes que l'État a dû décréter un âge minimal pour s'y adonner et que Loto-Québec a lancé des campagnes de prévention spécialement destinées à cette clientèle.

Critiques acerbes à l'endroit de Loto-Québec

En raison de la gravité de la situation et des critiques acerbes du Vérificateur général, du Protecteur du citoyen et du Coroner en chef, de nouvelles mesures ont été annoncées par le gouvernement. Des fonds ont été débloqués pour faire de la recherche et de la prévention et la ministre Pauline Marois, s'est engagée à éliminer 1 000 des 15 300 appareils de loterie vidéo disponibles au Québec en raison de la dépendance engendrée par ce type d'appareils. On évalue en effet que 95 % des joueurs pathologiques sont accros des loteries vidéo, d'où la nécessité d'agir.²

« À ce jour, soutient le professeur Suissa, 700 appareils pour lesquels le permis était arrivé à échéance ont été mis au rancart. Les machines qui rapportent le moins de profit à la société sont retirés du marché, alors que les plus rentables demeurent en place. Si on appelle cela une mesure préventive, je passe. »

La situation dans l'Outaouais

Comme ailleurs au Québec, le taux d'incidence se chiffrerait à 2,1 % en Outaouais. Les intervenants communautaires nous confirment que la demande de services liés au problème du jeu est en progression constante. Gamblers anonymes a d'ailleurs quadruplé ses services depuis l'ouverture du Casino du lac Leamy.

« C'est problématique, fait remarquer le professeur Jacques L. Boucher, du Département de travail social de l'UQAH. Le gouvernement décentralise toute une série de services vers les régions, mais lorsqu'il s'agit des casinos, cela demeure très centralisé. Le Casino du lac Leamy a des impacts sociaux importants dans la région et ce sont les organismes communautaires qui doivent s'occuper des problèmes créés par la maison de jeu. » Le Secrétariat à l'action communautaire du Québec est en effet responsable de la redistribution de 5 % des profits des casinos aux organismes communautaires. « Il y a là une autre incohérence, ajoute Jacques Boucher. La redistribution des profits se fait de la même manière partout au Québec et les régions où des casinos ont été implantés ne reçoivent pas de budgets supplémentaires spécifiques pour répondre à l'accroissement des demandes de services causé par les jeux de hasard. »

Un coup d'épée dans l'eau ?

On s'entend maintenant sur le fait que la dépendance engendrée par les jeux de hasard se compare à la dépendance aux drogues et à l'alcool. À tel point que Loto-Québec lançait le 12 mars dernier une campagne de prévention pour lutter contre le jeu pathologique.

Invitation à jouer de façon responsable, mise en garde, diminution du nombre d'appareils de loterie vidéo, code d'éthique en matière de publicité, ligne téléphonique de secours, publication des chances de gagner sur les billets de loterie, voilà quelques-unes des mesures annoncées par le président de la société d'État, monsieur Gaétan Frigon.

Certains diront que le gouvernement commence enfin à reconnaître les problèmes liés au jeu pathologique. D'autres que Loto-Québec cherche à redorer son image corporative. Murray Maltais, du quotidien *Le Droit*, écrivait le 16 mars dernier en éditorial « que la société d'État prenait enfin ses responsabilités en aidant sa clientèle fragile à mieux prendre les siennes ». Le professeur Jacques Boucher est plutôt d'avis que Loto-Québec, et par le fait même le gouvernement, veut se donner bonne figure. « Prétendre à des mesures de prévention alors que c'est l'État qui contribue directement à créer les espaces de jeux, c'est paradoxal », indique-t-il.

Selon le professeur Suissa, bien que l'effort soit louable, on ne peut pas parler de stratégies qui visent réellement à contrer le jeu compulsif. « L'un des problèmes de la nouvelle politique, c'est que l'on ne va pas assez loin, ajoute monsieur Suissa. L'État devrait développer une politique gouvernementale qui contient des objectifs précis et quantifiables, pour réduire le nombre de joueurs pathologiques. » Pour faire des choix éclairés, renchérit ce dernier, les citoyens doivent être bien informés au sujet des dangers des jeux de hasard. Loto-Québec doit dire clairement à la population que les chances de gagner sont à peu près nulles. « On ne peut pas parler de jeu responsable et garder certains types d'informations qui expliquent en bonne partie comment un comportement de joueur se développe. L'acceptation sociale du jeu passe par la transmission de cette information. »

Sommes-nous manipulés ?

« On nous vend le bonheur et l'idée de faire des gains faciles depuis des années en utilisant des techniques de marketing sophistiquées, estime Amnon Suissa. La Société des casinos fait appel à une panoplie d'experts pour concevoir les casinos afin que les joueurs demeurent plus longtemps dans l'établissement de jeu. Les appareils de loterie vidéo clinquants sont conçus de façon à exciter le joueur. »

Jean-Pierre Roy, de Loto-Québec, affirme que ce n'est pas le cas. « Nos casinos ont des fenêtres; contrairement aux casinos américains, nous n'avons pas utilisé ce genre de stratégies. Il faut se rappeler que nous avons des délais extrêmement serrés pour implanter les casinos, alors nous n'avons pas fait affaire avec des psychologues ou avec des spécialistes en comportement pour retenir nos clients plus longtemps. »

Le porte-parole de Gamblers anonymes croit lui aussi que les techniques utilisées pour inciter à jouer sont très subtiles. « Le joueur qui entre pour la première fois au casino est frappé par les jeux de lumière et le bruit des machines à sous. Il peut retirer plus d'argent dans les guichets automatiques des casinos qu'aux guichets des institutions financières et on lui propose une carte de fidélisation qui lui offre divers avantages. L'environnement stimule énormément le joueur. » Selon le porte-parole de Loto-Québec, « le bruit dans les établissements crée une certaine atmosphère mais ne constitue pas un facteur de rétention ».

Le Protecteur du citoyen va dans le même sens et souligne que l'État a le devoir de mettre en garde les joueurs contre l'illusion de contrôler les résultats du jeu. Pour éviter d'ailleurs toute apparence de conflit d'intérêts et renforcer la crédibilité de l'information transmise aux citoyens, il propose même que cette mission soit confiée à un organisme autre que Loto-Québec.³

Prendre ses responsabilités

Dans sa nouvelle campagne, Loto-Québec invite les joueurs à prendre leurs responsabilités face au jeu. « Avec la fondation *Mise sur toi*, indique l'ex-joueur Claude Bilodeau, également fondateur de la Maison Claude Bilodeau, le problème est ramené à l'individu alors qu'en réalité il est lié à l'action du gouvernement.

« Une des forces du discours de Loto-Québec, commente le professeur Suissa, est de faire passer le phénomène du jeu pour un problème individuel. C'est une façon de nier à l'environnement social ce qui lui appartient. On réduit un phénomène complexe de construction des réalités à une condition unique qui est la maladie. Le jeu pathologique est un comportement de dépendance qui se développe. Si je développe une dépendance, questionne monsieur Suissa, est-ce que je suis malade ? Je ne crois pas. Il y a un dressage, un processus de renforcement qui encourage les personnes à jouer. En marketing, on appelle cela un processus de fidélisation. Ici, le jeu profite au gouvernement. Alors on préfère dire que la faute revient au joueur. »

Le joueur pathologique peut-il guérir ? Non, répond le fondateur de la Maison Claude Bilodeau, un centre de traitement pour les joueurs pathologiques. M. Bilodeau prône par conséquent l'abstinence totale à ses patients, tout comme le fait Gamblers anonymes. Il ne pense pas qu'un joueur pathologique puisse arriver à se contrôler et exprime son désaccord avec une partie du traitement offert par le ministère de la Santé et des Services Sociaux du Québec (MSSSQ). « On ne dit pas à un toxicomane : tu peux contrôler tes doses et continuer à te droguer. Pourtant, lorsque nous dirigeons nos patients vers des organismes gouvernementaux, on leur dit qu'ils peuvent arriver à contrôler

leur jeu, ce qui ne fait que pousser les joueurs pathologiques à retomber dans la dépendance.»

Quoique en partie d'accord avec monsieur Bilodeau, Nicole Beaulieu, conseillère en prévention chez Loto-Québec, apporte un bémol. Elle précise qu'il y a plusieurs types de joueurs pathologiques et que pour certaines personnes le problème de jeu peut être temporaire. « Prenons l'exemple d'une dame, dit-elle, qui serait allée jouer au casino pour combler son ennui à la suite du décès de son mari, et qui aurait été happée par le jeu. Si elle règle son problème – l'ennui – à la suite d'une thérapie, elle pourrait être en mesure de retourner jouer sans en abuser. J'ai déjà vu des alcooliques boire un verre de vin sans problème après avoir suivi une thérapie en profondeur. »

Depuis juin 2001, le MSSSQ offre un programme de traitement partout au Québec. Ce programme, mis au point par le chercheur Robert Ladouceur, vise à informer la personne sur la réalité des jeux de hasard et est doublé d'une thérapie individuelle, afin de mettre en lumière les raisons profondes qui la

« La dépendance, ajoute-t-il, peut se construire rapidement lorsque la personne a peu d'intérêt dans sa vie, une piètre estime d'elle-même, si elle se sent seule, etc. Lorsqu'un joueur tombe dans un cycle de dépendance, le jeu devient le centre de sa vie, au détriment d'autres sources de satisfaction. Le joueur se couche avec l'idée de jouer et lorsqu'il se lève le matin, il pense à jouer. Il va nier son problème de jeu pendant des années et demander de l'aide la plupart du temps lorsqu'il a tout perdu ou presque. »

L'organisation Gamblers anonymes constate la même chose, mais indique que des personnes sans problème ayant joué une première fois pour s'amuser ou se détendre peuvent aussi développer une dépendance. « Nous voyons des personnes de 60 ans, heureuses et n'ayant pas de problème en particulier, devenir des joueurs pathologiques. Ils se rendent au casino une fois, gagnent, reviennent et ont de la difficulté à s'en sortir. »

Tout cela fait dire à monsieur Suissa que la solution aux problèmes liés aux jeux de hasard est entre les mains de l'État qui a une co-responsabilité dont



« JE SUIS D'ACCORD AVEC LE FAIT QUE LE GOUVERNEMENT PRENNE EN CHARGE LE JEU POUR ÉVITER QUE CETTE ACTIVITÉ SE RETROUVE AUX MAINS DU CRIME ORGANISÉ, MAIS SI L'ÉTAT DÉTIENT LE CONTRÔLE, IL DOIT EN PARALLÈLE FAIRE LA MÊME CHOSE QU'IL A FAITE AVEC LES AUTRES PRODUITS QUI CAUSENT DES DÉPENDANCES, TELS L'ALCOOL OU LE TABAC, ET RESTREINDRE LA PROMOTION DE CES PRODUITS. »

poussent à développer une dépendance. Monsieur Ladouceur estime que 85 % des personnes qui ont suivi un traitement ne sont plus des joueurs pathologiques. « Ces chiffres sont toutefois trompeurs, puisque de 80 à 90 % des participants abandonnent le programme au cours du premier mois du traitement », spécifie le professeur Suissa. Ce dernier considère malgré tout que le nouveau programme de traitement du Ministère est un pas dans la bonne direction. « C'est bien que l'on parle de plus en plus de ce problème; malheureusement le traitement commence souvent trop tard, et les résultats varient selon le degré de fragilité de chaque personne. »

On ne peut pas déjouer le hasard

« Bien que le jeu de hasard soit la seule activité humaine sur laquelle l'Homme n'a pas de contrôle, explique Amnon Suissa, plusieurs personnes jouent avec la certitude de pouvoir gagner contre la machine. Les joueurs pathologiques pensent qu'ils développent des compétences et qu'ils finiront par déjouer la machine et gagner, alors que cela n'est pas du tout le cas. »

il ne tient pas compte. « S'il est vrai que chaque joueur pathologique a des problèmes personnels à régler, cela ne suffit pas si on ne change pas l'environnement social qui valorise le jeu. »

Un environnement urbain qui change

Dans l'Outaouais, il est vrai que l'espace urbain consacré au casino occupe une place grandissante. À un établissement de jeu s'est ajouté un hôtel et une salle de spectacle. Un palais des congrès a été construit à côté du casino, des milliers d'espaces de stationnement ont été aménagés et des arrêts d'autobus ont été installés spécialement pour se rendre à ce temple moderne du jeu. Des rues et des événements ont même pris le nom de casino, notamment Les grands feux du Casino.

L'environnement urbain change, sans soulever habituellement beaucoup de passion. Il y a cet épisode en 1998 au terme duquel le Casino du lac Leamy a dû retirer le projecteur qui illuminait le ciel urbain en raison des protestations des citoyens. Aujourd'hui, le projet d'aménager un terrain de golf au parc du lac Leamy mobilise à nouveau la population. Des citoyens militent en effet

contre ce qui se fera, selon eux, au détriment de l'environnement et de la population locale. Sur le site Internet de la coalition, on peut lire que « la Société des casinos veut utiliser une grande partie du parc pour créer un terrain de golf qui ne profiterait qu'à une minorité. Ceci équivaudrait à une privatisation, car la majorité de la population n'aurait accès désormais qu'à une petite partie du parc ».4

« Le casino est devenu un acteur social important qui contrôle un espace avec une argumentation forte de type économique, explique Jacques L. Boucher. Il y a un problème d'appropriation de ressources et d'occupation des espaces qui échappe à la population. Pourtant les acteurs qui ont de l'autorité cherchent à démontrer que c'est pour le bien commun. » Est-ce réellement le cas? En occupant toujours plus d'espace urbain et en misant sur les casinos et leurs retombées, ne sommes-nous pas en train de dire à la population que le jeu de hasard n'est pas seulement un jeu, mais qu'il peut s'avérer aussi une solution à nos problèmes?

« Les activités ludiques développent la sociabilité et permettent la joie de vivre; personne n'a rien contre cela, ajoute le professeur Boucher. Le jeu devient problématique lorsqu'il y a tout à coup des formes institutionnelles de jeux de hasard qui laissent entendre que l'on peut faire fortune et que les recettes du jeu peuvent devenir la solution économique à nos problèmes financiers et à ceux de l'État. »

Monsieur Boucher estime que l'on assiste à un phénomène de mondialisation du jeu de hasard et à la "financiarisation" de l'économie. « Il y a une association qui se fait presque automatiquement dans l'esprit des gens. Nombreux sont ceux qui en sont venus à penser qu'on peut faire de l'argent avec de l'argent sans produire de biens et services. Le jeu de hasard devient une forme de spéculation financière. » L'idée de faire de l'argent rapidement sans effort en transigeant des actions, en jouant à la roulette ou aux loteries vidéo s'est installée de façon insidieuse dans l'esprit des gens. « Cette nouvelle attitude brime l'entrepreneurship et la créativité, ce qui a pour effet de valoriser le jeu au détriment du travail. Il devient nécessaire, poursuit Jacques L. Boucher, de trouver un contrepois à cette nouvelle façon de voir la vie. »

Mais ce contrepois n'est cependant pas facile à trouver et les chercheurs diffèrent d'opinion sur le sujet. Certains d'entre eux, partisan du libre marché, croient que les jeux de hasard et d'argent représentent une chance pour les gens pauvres de s'en sortir et que ces jeux devraient être plus disponibles afin de leur donner le droit à la chance. D'autres chercheurs estiment que les jeux de hasard comportent de trop grands risques et que l'État doit mettre en place une réglementation spéciale pour protéger la société contre les problèmes énormes qui se profilent.

LE JEU DE HASARD EST LA SEULE ACTIVITÉ HUMAINE SUR LAQUELLE L'HOMME N'A PAS DE CONTRÔLE

À l'heure actuelle, les États reconnaissent les jeux de hasard comme une source de revenu considérable et la pensée néolibérale de libre marché prévaut un peu partout dans le monde. Il est vrai que le jeu pathologique est un phénomène récent. Par conséquent, un certain nombre de désaccords entre les chercheurs existent quant à la définition du jeu, des joueurs et de la pathologie. Amnon Suissa est catégorique à ce sujet : « Malgré ces désaccords, les chercheurs s'entendent pour dire que les problèmes sociaux augmentent en fonction de l'offre de jeu. Un certain nombre d'études canadiennes démontrent aussi des tendances préoccupantes et une dislocation du social. Nous avons suffisamment de données pour restreindre davantage l'accès au jeu. »





LE JEU DEVIENT PROBLÉMATIQUE LORSQU'IL Y A TOUT À COUP DES FORMES INSTITUTIONNELLES DE JEUX DE HASARD QUI LAISSENT ENTENDRE QUE L'ON PEUT FAIRE FORTUNE ET QUE LES RECETTES DU JEU PEUVENT DEVENIR LA SOLUTION ÉCONOMIQUE À NOS PROBLÈMES FINANCIERS ET À CEUX DE L'ÉTAT. »

Moratoire sur les jeux de hasard

En attendant des résultats plus précis, le professeur Suissa propose un moratoire sur le développement des jeux de hasard. Il croit que les impératifs économiques doivent être mis de côté pour un certain temps et affirme que l'État devrait s'en tenir davantage à son rôle de protecteur du citoyen. « Je suis d'accord avec le fait que le gouvernement prenne en charge le jeu pour éviter que cette activité se retrouve aux mains du crime organisé, explique le sociologue, mais si l'État détient le contrôle, il doit en parallèle faire la même chose qu'il a faite avec les autres produits qui causent des dépendances, tels l'alcool ou le tabac, et restreindre la promotion de ces produits. »

« Je pense que plusieurs politiciens sont de bonne foi, mais le gouvernement est pris par des contraintes économiques et ne tient pas compte de la finalité. Il faut être courageux en politique et faire des choix conséquents avec la société que l'on veut se donner. Le gouvernement peut conserver le contrôle du jeu, tout en le rendant moins attrayant et en réduisant davantage le nombre de machines », déclare Amnon Suissa.

« Si les personnes proches du pouvoir voyaient certains de leurs proches avoir des problèmes de jeu, elles réagiraient. L'histoire de la *RealPolitik* le prouve. » Monsieur Suissa souhaite que le gouvernement fasse les choix qui s'imposent, qu'il dise vraiment ce qu'il en est à la population afin que les gens choisissent en connaissance de cause. « L'État peut laisser des espaces d'*entertainment*, mais peut aussi enlever des machines là où il y a des problèmes de dépendance et aménager les espaces de jeux différemment. » Au Pays-Bas, par exemple, toutes les machines à sous des cafés et des restaurants ont subi des modifications dans le but de réduire les risques d'accoutumance.

De leur côté, les Gamblers anonymes ne voient pas de solution à la problématique actuelle. Selon un de leurs représentants, « la machine est trop forte et fait appel à toutes sortes d'experts pour faire des profits. Si on enlevait au moins les machines vidéo poker dans les établissements où il y a de l'alcool, cela aiderait ». En comparaison, le gouvernement ontarien a reconduit son engagement de 1998 voulant qu'aucun appareil de loterie vidéo ne soit installé dans les bars et les restaurants de quartier.

Mais au Québec, le lobby des propriétaires d'établissements est puissant. Bien que ces derniers se soient réunis au printemps pour suivre un atelier de sensibilisation au jeu excessif, il serait surprenant qu'ils laissent aller ces appareils

électroniques qui rapportent gros. En 2000-2001, les quelque 15 000 appareils de loterie vidéo et 5 000 machines à sous sur le marché ont rapporté 1 milliard \$, soit 700 millions au gouvernement et 300 millions aux propriétaires d'établissements privés détenteur d'une licence.

« S'il est vrai que l'ouverture d'un casino dans l'Outaouais représente un essor économique pour la région, les coûts sociaux qui en découlent semblent plus importants que l'affirment l'État et Loto-Québec, conclut le professeur Boucher. Le vrai développement ne consiste-t-il pas à donner les moyens aux gens de faire des choses, de jouer un rôle actif dans la société au lieu de les inciter à jouer? »

Où nous mèneront les jeux de hasard ? La question reste entière. « On peut prévoir une augmentation des joueurs pathologiques et le nombre croissant de joueurs parmi les jeunes a de quoi soulever beaucoup d'inquiétudes », répond le professeur Suissa.

Mais tant qu'il y aura de l'argent à faire, parions que l'État continuera à promouvoir les jeux de hasard et à considérer cette industrie comme un outil de développement économique important. Tout comme le tabac et l'alcool, lorsqu'il sera clairement établi que les coûts sociaux liés aux jeux de hasard sont plus élevés que les profits qui en découlent, l'État changera sans doute son fusil d'épaule. ■

1. SUISSA, Amnon Jacob. La question du jeu et les enjeux psychosociaux au Québec dans mutations sociales et enjeux de société. Annuaire du Québec (2002). Éditions Fidès : sous presse
2. LADOUCEUR, Robert, Centre québécois d'excellence pour la prévention et le traitement du jeu, Université Laval.
3. Les Chroniques du Protecteur du citoyen, hiver 2002.
4. <http://www.sosleamy.ca/>

Recherche sur les liens entre le jeu et le suicide

Les professeurs Monique Séguin, du Département de psychoéducation et de psychologie, et Amnon Suissa, du Département de travail social de l'UQAH, se sont vu octroyer une subvention du Fonds québécois de la recherche sur la société et la culture (FORSC). Leur recherche porte sur les liens entre le suicide et le jeu pathologique. Elle s'échelonne sur une période de 2 ans. Soulignons que le Coroner en chef du Québec, Serge Turmel, collaborera à cette recherche.



Françoise Boivin

A V O C A T E S

Quand le savoir et l'expérience s'allient,
l'excellence surgit !

Plus de quinze années à défendre les intérêts de nos clients en droit du travail font de nous des spécialistes des modes de résolution de conflits

- **Négociation**
- **Médiation**
- **Conciliation**
- **Arbitrage**

Solidement implantée dans la communauté, l'étude offre aussi des services professionnels dans une variété de domaines du droit :

- **Administratif**
- **Civil**
- **Corporatif**
- **Commercial**

**VOUS POUVEZ TOUS COMPTER SUR DES AVIS
JURIDIQUES JUDICIEUX EN TOUT TEMPS.**

FRANÇOISE BOIVIN, AVOCATES
160, boulevard de l'Hôpital, bureau 104
Gatineau (Québec) J8T 8J1

Téléphone : (819) 243-7293
Télécopieur : (819) 243-5913
francoiseboivin@videotron.ca

Une pratique du droit raisonnable et raisonnée.

Portrait



GINETTE DAIGLE

DE LA FIBRE NATURELLE





DAIGNEAULT

ELLE À LA FIBRE OPTIQUE

Par Guy Deschambault

GINETTE DAIGNEAULT EST UNE TRIATHLÈTE DE L'ART POUR QUI LE JEU EST UN ÉLÉMENT ESSENTIEL DE LA CRÉATION. « POUR ÊTRE UN ARTISTE, IL FAUT ÊTRE CAPABLE D'ÊTRE EN CONTACT AVEC LE JEU, S'ÉMERVEILLER, SE LAISSER EMPORTER COMME UN ENFANT. »

Artiste, professeure et directrice du Module des arts de l'Université du Québec à Hull, cette montréalaise d'origine est passionnée par l'art. « C'est l'une des choses qui me fait respirer » dit-elle. Toute sa vie y est consacrée. Autodidacte, elle manipule les fibres dans son atelier avec ses deux enfants, subjugués par ses tapisseries. En 1979, elle participe à la première biennale des arts textiles du Québec au Musée d'art contemporain. Puis, c'est le retour aux études. Elle tisse son long chemin scolaire en obtenant baccalauréat en arts plastiques, maîtrise en arts visuels et doctorat en communication.

Naissance du CyberArt

Ses études se font sous le signe de la recherche avec les ordinateurs. « Le métier à tisser, c'est l'un des premiers ordinateurs avec des cartes perforées, souligne-t-elle. J'ai donc joué avec la machine pour comprendre son fonctionnement et ses possibilités artistiques. J'ai découvert que ce qui y est spécifique, c'est qu'on peut superposer des images. » Ginette Daigneault applique sa découverte des multicouches en élaborant un autre concept, celui des arts en réseau. Elle imagine la participation de plusieurs artistes à une production commune. D'abord en utilisant le télécopieur pour envoyer un début d'œuvre à un autre artiste, qui complète sa partie et l'achemine à un autre par le même moyen. Puis, l'ordinateur se démocratisant avec Internet, elle plonge rapidement dans cet univers virtuel pour organiser des événements permettant à des artistes éloignés d'entrer en communication, dans le but d'élaborer une œuvre collective. Dès 1994, la création collective *Entre vous et moi, un paysage*, est réalisée à l'aide de télécopieurs et de photocopieurs couleur reliant sept artistes, dont un se trouvait en Allemagne. En 1995, dans le cadre du Symposium international en art électronique, elle anime l'événement RENGA, qui réunit par Internet durant quatre jours des artistes québécois et japonais.

Ginette Daigneault explore aussi la vidéo, les transmissions et la communication lorsqu'elle crée, avec Andrée Préfontaine, *Territoire acoustique*. Il s'agit d'une « téléprésence » de deux violoncellistes, l'un à Montréal et l'autre à Hull, par vidéoconférence, et où les notions d'espace, de temps, de lieu et de commu-



nication sont remises en question. « L'expérience, dit-elle, demeurera inoubliable. Il y avait une image qui était une projection et l'autre une image réelle. Lorsque les musiciens avançaient une main, on avait l'impression qu'ils se touchaient. Il y avait entre les deux une négociation, une improvisation musicale qui se faisait en même temps. »

Les conclusions qu'elle tire de ces expériences mettent en relief l'importance de la mise en commun des connaissances, de la possibilité d'échanger, même si les événements se déroulent dans des lieux différents et éloignés. Pour elle, l'acte de transmission et de partage prend le dessus sur le message lui-même. Sa thèse de doctorat porte sur les pratiques artistiques en art réseau. Les résultats de sa recherche théorique l'amènent à faire apparaître trois modèles différents d'interactions à travers les événements réseaux : la communion, qu'elle décrit comme « cette sensation d'entrée en relation », la communication, qui est beaucoup plus une forme de négociation, et le modèle mixte, où la communication s'établit dans la communion.

L'importance de s'impliquer

Dès son arrivée à l'UQAH, en 1993, à titre de professeure au nouveau programme en art et design, madame Daigneault s'intègre rapidement à la communauté outaouaise des artistes en arts visuels. « Je trouve important d'être impliquée dans le milieu culturel, de connaître les artistes et les débouchés. » Sa passion pour le développement culturel en Outaouais et sa persévérance portent fruits puisque les étudiants inscrits au programme s'intègrent et prennent leur place dans le milieu comme à la Filature, à la Galerie Montcalm et à la Maison de la culture de Gatineau. Ginette Daigneault conçoit l'enseignement comme une démarche très importante dans la création artistique. « Pour moi, c'est aussi une participation au monde de l'art que de voir à la formation de futurs artistes professionnels. » Elle mène de front pendant sept ans l'enseignement, les études doctorales et la carrière artistique. Avec l'habileté du jongleur, Ginette Daigneault joue judicieusement avec son horaire pour cumuler en plus la direction du Module des arts de l'Université du Québec à Hull. Quel est son secret ? Sa joie de vivre et une bonne discipline. Directrice et professeure trois jours sur cinq, elle consacre le reste de son temps à la recherche et à la création artistiques.

Une partie de son bonheur vient de la mise sur pied d'un programme universitaire en bande dessinée qui est unique en Amérique. C'est sa plus grande fierté. D'ailleurs, les sept premiers étudiants de ce programme novateur viennent de recevoir leur diplôme. « C'est l'un de mes fils, grand amateur de BD, qui m'a poussée à faire ce programme-là. Il m'a dit : ça n'a pas de sens, vous critiquez les bédéistes mais vous ne faites rien pour les aider. »

La famille est d'ailleurs étroitement associée à la démarche artistique de madame Daigneault et certains de ses proches apparaissent sur ses œuvres. « La famille est importante pour moi, confie la directrice du Module des arts. C'est ce qui me stabilise, me sécurise et me calme. » Et c'est dans la chaleur de son atelier-maison qu'elle peaufine son art. Elle y conçoit des portraits-paysages, c'est-à-dire des superpositions de photos de corps humains, de paysages, de dessins ou de peintures qu'elle crée spécialement selon le moment avec l'intervention de l'ordinateur.

Citoyenne du monde

Ginette Daigneault est une artiste planétaire. Au fil des ans, elle a développé une compétence reconnue internationalement dans le domaine de l'art, de la technologie et de la production artistique. Elle a ainsi été sélectionnée au International Winners Award de l'exposition Intergrafia 2000 en Pologne.

Artiste invitée en résidence à Taïwan, elle expose à la Galerie du Tainan 21st Century Urban Development Association. Ginette Daigneault a participé également à 3 résidences d'artistes, à 22 expositions de groupes qui l'ont menée, entre autres, en France, à Tokyo, en Allemagne, en Israël et aux États-Unis. Plusieurs de ses portraits-paysages ont été sélectionnés pour la Triennale Internationale des arts d'impressions à Cracovie.

Au Québec, madame Daigneault a coordonné la rédaction de l'ensemble des définitions de la section « Art et ordinateur » du *Dictionnaire des arts médiatiques*, publié en 1997 aux Presses de l'Université du Québec. En 1998, elle a obtenu le 1^{er} premier prix (section bas-relief) à la Biennale internationale d'art miniature de Ville-Marie, au Témiscamingue. À titre de chercheuse principale, en collaboration avec un groupe de professeurs des universités du Québec à Chicoutimi, Montréal et Trois-Rivières, elle a réalisé le site Internet <http://ensarts.uquebec.ca>, dédié à la pédagogie des arts visuels, plus particulièrement aux arts médiatiques. Ce site se veut un lieu d'expérimentation et d'échange pour les étudiants et les enseignants en arts plastiques du primaire et secondaire. Ginette Daigneault participe aussi depuis 1997 au groupe Les Correspondances, composé de huit artistes en arts visuels et de deux théoriciens qui réfléchissent et correspondent avec d'autres artistes pour créer des œuvres influencées par des mots et des images que l'on échange.

L'excellence professorale et artistique

L'année dernière, Ginette Daigneault a été nommée au Cercle d'excellence de l'Université du Québec. Le président de l'Université du Québec, Pierre Lucier, a ainsi voulu souligner la contribution remarquable de ses travaux de création exploitant les nouvelles technologies, lesquels ont été primés en Pologne et à Taïwan, ainsi que son travail comme instigatrice du nouveau cheminement en bande dessinée. Pour monsieur Lucier, madame Daigneault incarne la mission même de l'Université, puisqu'elle transmet la connaissance et repousse les frontières du savoir. « Cette reconnaissance, dit humblement l'artiste, représente un moment fort de ma carrière. C'est la reconnaissance de la qualité de mon travail comme artiste. »

Que pense Ginette Daigneault des nouvelles technologies ? « Je crois que l'arrivée des technologies nous fait voir le monde d'une toute autre façon. Il y a quelques années envoyer une télécopie c'était quelque chose d'extraordinaire. Aujourd'hui cela fait partie de notre quotidien, tout comme l'Internet d'ailleurs, dont on ne pourrait se passer. Tout cela change notre façon de percevoir le monde. Notre notion d'espace, notre notion de distance est complètement modifiée. On ne dit plus nous sommes à tant de kilomètres. On utilise le temps. On dit, nous sommes à deux heures de tel endroit. C'est une façon différente de penser l'espace et le temps. Il y a l'ordinateur avec lequel nous pouvons scruter les choses les plus infimes. Il amène les gens à regarder le monde d'une façon différente. Il faut être conscient que c'est la technologie qui nous change même si nous transformons ensuite la technologie. »

Des desseins pour la prochaine année ? Certes oui. Lauréate du concours international, Gibraltar Point Artist Residency Program, la directrice du Module des arts profitera d'un mois d'isolement à Toronto pour développer le portrait électronique des autres participants, poursuivant ainsi sa recherche sur les portraits-paysages réalisés en collage électronique grâce à l'ordinateur. Plus tard cet automne, elle compte élaborer un projet de recherche collectif sur le CyberArt. De concert avec les huit professeurs du secteur des arts de l'UQAH, elle rêve aussi d'ajouter un programme de deuxième cycle en arts. Parions qu'avec sa sérénité et sa détermination, elle saura mener à ce terme ce travail collectif! ■

PATRICK L'HOMME AU MILLE ET UNE CAUSES DUGUAY

Cet homme a été portier-videur dans un bar de Hull, agent de pastorale de rue, décrocheur universitaire à répétition, gestionnaire de coopérative. Il est aujourd'hui président de la Société de diversification économique de l'Outaouais (SDÉO), un travail qu'il effectue bénévolement, et gagne sa vie à titre de directeur général de la Coopérative de développement régional Outaouais-Laurentides (CDROL). Un profil pas banal. Sans oublier qu'il étudie à l'Université du Québec à Hull pour y achever une maîtrise en développement régional.

par Patrice Bergeron

Patrick Duguay touche à tout. Il tient un agenda strié et compact, embrasse théories et pratiques, se dévoue au nom de valeurs et de causes nobles. Patrick Duguay, à peine 34 ans, nous donne rendez-vous dans la sérénité des bureaux de la SDEO, à la Maison du citoyen de Gatineau. Façonné intarissable, tempérament amène, il est de la race des travailleurs patients qui donnent un sens aux termes galvaudés de développement, de relance économique, d'économie sociale. « Un bon gars », « on voit qu'il ne parle pas à travers son chapeau », « un homme de parole », sont des commentaires qui reviennent lorsqu'on évoque son nom dans son entourage et auprès des médias.

En ce sens, le parcours de « Monsieur le président », titre que son entourage s'amuse à lui donner pour le taquiner, a été l'application de ce qu'il a appris

école jusqu'en Espagne. « Notre approche était un peu "sautée", raconte-t-il. Nous rencontrions des gens dans la rue et nous les invitions à prendre un café pour une entrevue d'une heure et demie. Nous leur demandions quelle perception ils entretenaient de leur milieu, comment améliorer la qualité de vie de leur ville, à qui ils faisaient confiance, etc. »

Avec ses rencontres entre voisins, ses démarrages de coopératives, ses mesures d'employabilité, l'expérience du PRESQ a été marquante pour ce féru d'intervention directe. « Pour ces gens, on ouvrait des possibilités. Nous acceptions leurs projets, aucun projet n'étant irrecevable : les gens apprenaient qu'ils avaient du contrôle sur leur existence et qu'ils pouvaient agir sur leur milieu. » Et pourtant, la tâche est rude, la misère, insidieuse. « Ma motivation ? Elle

« LE MODÈLE COOPÉRATIF, PRÉCISE LE DIRECTEUR GÉNÉRAL DU CDROL, EST UNE ALTERNATIVE INTÉRESSANTE ET VIABLE POUR CONTRER LES CONSÉQUENCES NÉGATIVES DE LA MONDIALISATION. C'EST AUSSI ET L'UNE DES FAÇONS PARTICULIÈREMENT EFFICACES D'ASSURER L'ENRACINEMENT DES ENTREPRISES DANS LEUR MILIEU, CE QUI EST PARTICULIÈREMENT IMPORTANT DANS UN CONTEXTE DE GLOBALISATION OÙ LES RÉGIONS CONNAISSENT DES DÉMÉNAGEMENTS ET DES FERMETURES D'ENTREPRISES. »

au fil de ses expériences. Fils d'une bonne famille de Touraine, à Gatineau, Patrick Duguay raconte que tôt dans sa jeunesse il a eu la bosse des études et des résultats avenants. Les universités, il connaît pour en avoir fréquenté... cinq ! « Je commençais, mais je ne finissais pas ! Je passais rapidement à autre chose », lance-t-il.

Sa première formation a été en théologie. Étrange pour un acteur économique ? « C'est la meilleure formation de base, assure-t-il. Encore aujourd'hui, on y apprend une façon de structurer sa pensée logiquement, indépendamment des objectifs de carrière. » C'est en bifurquant vers des tâches de pastorale de rue à l'Ancienne-Lorette, dans la région de Québec, à la fin des années 1980, que le jeune homme prend contact avec les réalités éprouvantes de certains jeunes. Le goût lui vient de « s'outiller » en sautant en psychologie à l'Université d'Ottawa. Il abandonne dès le premier jour. « C'était ultra-théorique. Le jour même, je me suis réinscrit en théologie. »

Mais l'action sociale n'est jamais loin. Entre 1991 et 1995, au cours de ses séjours d'études à Trois-Rivières, avec des étudiants du baccalauréat international qu'il encadre, il monte des projets pour des adultes qui retournent aux études, puis œuvre dans des centres jeunesse. « Je m'entendais bien avec les jeunes en difficulté, explique-t-il, mais j'ai alors réalisé qu'en dépit de nos efforts et de leur bonne volonté, quand ils retournaient dans leur milieu, ils retombaient... Là, je me suis dit : je décroche. Je veux intervenir sur les causes. La pauvreté est donc devenue mon ennemie depuis ce jour. »

En 1996, il revient en Outaouais et entame un certificat en travail social. Amorçant sa maîtrise dans cette matière à l'UQAH, il accomplit ses premiers hauts faits à titre de stagiaire. À Buckingham, au PRESQ, le projet de relance économique et sociale de quartier, aujourd'hui défunt mais mémorable, a fait

vient de chaque personne que nous avons aidée, petit à petit », confie Patrick Duguay. Le PRESQ l'a même mené à Barcelone, où le gouvernement Catalan, venu étudier le réseau social québécois et épaté par l'originalité du projet, l'a invité à deux reprises à une vaste conférence européenne.

Patrick Duguay n'a jamais délaissé l'aventure coopérative. Outre ses participations à la Ressourcerie de l'Outaouais, une entreprise environnementale, et à la Station agrotouristique de la Basse-Lièvre, il dirige aussi la Coopérative de développement régional Outaouais-Laurentides (CDROL). « Le modèle coopératif, précise le directeur général du CDROL, est une alternative intéressante et viable pour contrer les conséquences négatives de la mondialisation. C'est aussi l'une des façons particulièrement efficaces d'assurer l'enracinement des entreprises dans leur milieu, ce qui est particulièrement important dans un contexte de globalisation où les régions connaissent des déménagements et des fermetures d'entreprises. »

Avec l'appui de Gaétan Ménard, de la Fédération des travailleurs du Québec, Patrick Duguay fait actuellement pression sur Rodia international, qui a mis la clé dans la porte de Albright & Wilson, à Buckingham, un an après l'avoir acheté, mettant ainsi une centaine d'employés à la rue. Les deux organisations demandent à la compagnie, qui a déménagé ses usines aux États-Unis, de céder le terrain de Albright & Wilson à une propriété collective. Leur argument de revendication ? La communauté de Buckingham a fait vivre cette usine pendant plus de 100 ans. Vous fermez l'usine pour des raisons économiques, nous vous demandons de céder le terrain à la communauté pour que cette derrière puisse se reprendre en main. »

Une telle transaction représente cependant une somme importante évaluée à plusieurs millions de dollars. L'entreprise est-elle prête à faire un tel don ?

« Nous l'espérons, répond Patrick Duguay. Il y a de plus en plus d'exemples de reconversion industrielle où des entreprises cèdent leurs propriétés en guise de redevance à la communauté. Mon souhait est qu'un pôle d'entreprises environnementales se développe dans ce secteur. »

Sur ce, le batailleur enchaîne et se rémémore les événements de la fermeture de l'usine, « Les dirigeants de Rodia ont osé nous dire que les opérations n'étaient pas rentables et affirmer qu'aucun facteur social n'était intervenu dans la fermeture de l'usine. Maintenant les grandes entreprises peuvent prendre des décisions importantes sans tenir compte des conséquences sociales. Pourtant, ces facteurs devraient être les premiers à être considérés. On ne s'attendrait plus à voir cela aujourd'hui, alors que l'on a quand même considérablement diversifié notre économie, mais cela arrive encore régulièrement. Cela ne s'est jamais arrivé dans une coopérative! »

Pour Patrick Duguay, « le modèle coopératif est une force incontournable qui connaît une croissance constante depuis plusieurs années. Cette année, le CDROL a travaillé à la mise sur pied de 10 nouvelles coopératives, ce qui a permis de créer 83 nouveaux emplois durables et bien rémunérés dans les régions de l'Outaouais et des Laurentides. Dans l'Outaouais seulement, on compte 85 coopératives qui créent plus de 500 emplois ce qui représente 55 millions de dollars en chiffre d'affaires. La durée de vie des coopératives est deux fois plus élevée que celle des entreprises privées. »

L'autre tremplin décisif a été son passage au conseil exécutif du Conseil régional de développement de l'Outaouais. Mario Laframboise, alors préfet de MRC, aujourd'hui député du Bloc québécois à la Chambre des Communes, lui tend alors la perche en lui offrant de siéger à la SDÉO. Patrick Duguay dira plus tard qu'il doit en partie à Mario Laframboise, Gilles Gagné, Paul-André David, Louis Favreau, et à bien d'autres, le poste qu'il occupe depuis deux ans maintenant à la SDÉO. « Ils m'ont encouragé et m'ont fait confiance malgré mon jeune âge. »

La mission de diversification et l'approche de la SDÉO auraient néanmoins pu sembler rebutantes pour cet « homme de terrain ». Nenni, qu'il répond. Et rappelle qu'il « intervient dans les causes, dans le macro-économique plutôt que dans le micro-économique », mais qu'il n'a pas coupé les ponts avec les quartiers. **« Il existe aussi un lien étroit entre les activités de la SDÉO et du CDROL, ajoute-t-il, les deux organismes cherchent à diversifier l'économie de l'Outaouais et à inciter des entreprises à naître ici, à se développer et à demeurer dans l'Outaouais. »**

Et pourtant, bien avisé qui, en Outaouais, pourrait décrire précisément le rôle de la SDÉO! Duguay réplique à titre d'exemple que le Moulin de Wakefield, aujourd'hui une auberge patrimoniale florissante, a été soutenu par la SDÉO, tout comme la rénovation de Comi-Art à Maniwaki, le théâtre des Quatre Sœurs à Saint-André-Avellin et des entreprises technologiques telle que Provance Technologie. En tout, la SDÉO détient un fonds d'investissement en entreprises de 12,8 millions \$, en plus de 8,4 millions \$ en mesures d'appui, ajoute son patron, en affirmant que « la meilleure façon de lutter contre la pauvreté, c'est de créer des emplois ».

Mais pourtant, la fameuse diversification de l'économie de l'Outaouais, mission première de l'organisme, apparaît encore lointaine avec l'omniprésence de l'appareil fédéral. « On y arrive », pondère-t-il, en reconnaissant que « c'est une région très peu entrepreneuriale, centrée sur les services et basée sur le salariat ».

Région difficile, aussi, où « la richesse côtoie de très près la pauvreté en violent contraste, plus qu'ailleurs : la moindre épicerie offre des produits de luxe inaccessibles à une large part de nos concitoyens. C'est difficile sur le plan émotif ».

Certes, le meneur de la SDÉO croit au secteur technologique pour élargir les fondations économiques de l'Outaouais, mais « encore faut-il que ces entreprises soient solidement implantées en Outaouais. Il faut maintenant être nationaliste outaouais, martèle-t-il. Je ne peux pas dire qu'on bénéficie suffisamment de la proximité de la capitale nationale. On ne pourra rien faire si on ne s'affirme pas comme ville et comme région. C'est le défi de la nouvelle ville : construire notre identité ».

Autre défi régional, selon lui : revenir à l'arrière-pays. « Faut pas oublier que nous sommes d'abord développés grâce à l'arrière-pays. » À son avis, il y a un « trou » dans le développement de l'Outaouais : la deuxième et la troisième transformation des matières, la fabrication de biens manufacturés et l'ajout de plus-value de nos richesses naturelles. Aussi, à ses yeux, il nous faut « redécouvrir l'agriculture : les MRC de Pontiac et de Papineau sont parmi celles qui ont le plus haut taux de jachère au Québec ». À ce titre, des projets tels que la coopérative de mise en marché de l'agneau de l'Outaouais et la toute jeune coopérative de plantes médicinales de la Petite Nation recueillent sa faveur.

Bien sûr, à titre de président de la Table régionale d'économie sociale, d'administrateur au Chantier de l'économie sociale du Québec et au Réseau d'investissement social du Québec (RISQ), il demeure aussi un ardent partisan de l'économie sociale, qu'il aimerait bien décroquer de ses clichés. « L'économie sociale n'est pas un secteur d'activité économique en soi, et ne se limite pas aux services aux personnes. » Il insiste en précisant que l'économie sociale a sa place, au même titre que les économies privée et publique, et qu'elle vise les mêmes objectifs de rentabilité. Mais l'économie sociale va plus loin. Elle tient compte de la rentabilité sociale, la gestion démocratique et la redistribution à l'ensemble de ses membres. »

Dans le contexte du vieillissement de la population et de la demande croissante en services, Patrick Duguay estime que l'économie sociale constitue une voie d'avenir, même si elle reste « embryonnaire en Outaouais ». Même après nombre de changements de cap scolaires, le dirigeant de la SDÉO croit plus que jamais en la nécessité des études, de l'éducation, en raison des avancées rapides de la technologie. « Le cheminement universitaire est encore la voie royale pour se former la tête, mais je déplore que l'apprentissage soit de plus en plus limité à l'utile, au détriment de la pensée, de la vue d'ensemble. » Selon lui, plusieurs programmes ne devraient pas être enseignés à l'université. S'il était ministre de l'Éducation, il les « récupérerait » en redonnant la priorité à l'enseignement collégial.

À travers ses mille et un engagements, Patrick Duguay avoue, outre ses passions intellectuelles, avoir la foi. Et, chose peu commune de nos jours, il prie régulièrement. Il affirme puiser ses motivations personnelles dans sa vie spirituelle. « Je dois donner un sens à ce que je fais. » Seule une forme de sclérose en plaques ralentit les entreprises de ce coureur de fond. Même s'il a domestiqué sa maladie, il précise qu'elle le « limite à 12 heures de travail par jour » : au-delà, sa santé s'en trouve affectée.

Installé dans les Hautes-Plaines, secteur Hull, « entre l'urbain et la campagne », il est resté très proche de ses parents, de sa sœur et de son frère cadets, tous établis dans la région. « Je me décrirais comme une personne heureuse », échappe-t-il candidement. On l'envie...

L'art de faciliter le changement

Les deux temps commencent à se pointer à l'horizon. Les entreprises ont commencé à se réorganiser. Pour l'instant, c'est surtout les entreprises qui ont commencé à se réorganiser. Pour l'instant, c'est surtout les entreprises qui ont commencé à se réorganiser.

Il n'est pas évident de faciliter le changement. Mais c'est un art qui se perfectionne avec le temps. Il faut être patient et persévérant. Il faut être patient et persévérant.

Il n'est pas évident de faciliter le changement. Mais c'est un art qui se perfectionne avec le temps. Il faut être patient et persévérant. Il faut être patient et persévérant.

Il n'est pas évident de faciliter le changement. Mais c'est un art qui se perfectionne avec le temps. Il faut être patient et persévérant. Il faut être patient et persévérant.

Il n'est pas évident de faciliter le changement. Mais c'est un art qui se perfectionne avec le temps. Il faut être patient et persévérant. Il faut être patient et persévérant.

Il n'est pas évident de faciliter le changement. Mais c'est un art qui se perfectionne avec le temps. Il faut être patient et persévérant. Il faut être patient et persévérant.

Il n'est pas évident de faciliter le changement. Mais c'est un art qui se perfectionne avec le temps. Il faut être patient et persévérant. Il faut être patient et persévérant.

Il n'est pas évident de faciliter le changement. Mais c'est un art qui se perfectionne avec le temps. Il faut être patient et persévérant. Il faut être patient et persévérant.

Il n'est pas évident de faciliter le changement. Mais c'est un art qui se perfectionne avec le temps. Il faut être patient et persévérant. Il faut être patient et persévérant.

DE NOUVEAUX SERVICES POUR LES ÉTUDIANTS

Par Andrée Proulx

De nos jours, il est impossible de dissocier Internet et les technologies de l'information (TI) des mondes du travail et de l'enseignement. Or, la *nouvelle économie*, laquelle se fonde justement sur le savoir et le développement des TI, fait de plus en plus appel aux forces intellectuelles des travailleurs. Par conséquent, certaines personnes aux prises avec un handicap physique sont en mesure de poursuivre des études postsecondaires et d'accéder à des emplois du domaine des technologies. C'est le cas de Tang Nhat Trung, un étudiant inscrit au baccalauréat en génie informatique de l'Université du Québec à Hull depuis l'automne 2001.

Quoique quelque peu timide et peu loquace au sujet de son handicap, Nhat (comme il souhaite être nommé) s'est empressé de partager avec nous son expérience des derniers mois à l'UQAH. Nhat souffre d'une maladie dégénérative de l'œil entraînant la dystrophie des cônes, ces cellules nerveuses de la rétine. Ce n'est que vers l'âge de 16 ans que la maladie s'est manifestée et qu'il a commencé à éprouver des troubles de la vision. « Actuellement, je ne vois que les objets en périphérie, et tout ce qui se trouve au centre de mon champ de vision est obscur », explique-t-il. Ce jeune homme, originaire de la région, a achevé ses études collégiales au Collège de l'Outaouais, campus Gabrielle-Roy, en sciences de la nature. « L'apprentissage en classe était parfois ardu, surtout lorsque le professeur demandait aux étudiants de lire un texte en un temps limité. J'arrivais difficilement à comprendre le contenu parce que je ne pouvais pas lire aussi rapidement que les autres. Les effets de la maladie ont donc nui à mes résultats scolaires », se rappelle-t-il.

Des outils technologiques facilitant l'apprentissage

Lorsque Nhat a commencé ses études l'automne dernier, l'UQAH disposait de peu de ressources pour répondre aux besoins particuliers des étudiants handicapés. Mais, heureux concours de circonstances, l'Université avait déjà entamé des démarches pour combler le manque d'outils technologiques d'aide à l'apprentissage. Au moyen d'une subvention octroyée par le Programme de soutien à l'intégration des personnes handicapées (PSIPH) du ministère de l'Éducation du Québec, elle a aussitôt entrepris d'apporter son soutien à Nhat en vue de répondre à ses besoins, pour qu'il puisse ainsi développer ses capacités d'apprentissage et réussir ses études. C'est Mourad Mohand-Saïd, conseiller aux Services aux étudiants de l'UQAH, qui a été saisi du dossier. Dès qu'il a entrepris des démarches auprès du ministère de l'Éducation et de tous les intervenants du milieu, une synergie s'est installée. Monsieur Mohand-Saïd parle d'une action spontanée : « Nous savions qu'il fallait remettre l'UQAH à niveau, car, comparativement au reste des établissements universitaires du

également procuré le Audisee. Ce système comprend un casque porté par le professeur qui est muni d'une caméra miniature et d'un micro fixés à une tige placée devant son visage. Le module sans fil transmet l'image au moniteur situé sur le bureau de l'élève. Cet appareil permet alors à l'étudiant malentendant ou sourd de lire sur les lèvres du professeur; il peut de la sorte utiliser ses capacités auditives au maximum et capter les sons au moyen du système MF.

Nhat n'est pas le seul étudiant à bénéficier des nouvelles ressources de l'UQAH. En fait, 8 autres étudiants aux prises avec une déficience fonctionnelle majeure fréquentent l'établissement. De plus, il est fort probable que l'Université accueille 2 nouveaux étudiants handicapés l'automne prochain.

Informé le public

L'UQAH souhaite faire connaître ses nouveaux services. En février dernier, elle organisait donc une conférence de presse pour sensibiliser les médias et l'ensemble de la population de la région aux nouveaux outils spécialisés destinés aux étudiants handicapés. En outre, elle a participé à une entrevue à la radio et a diffusé de l'information à ce sujet dans le Bavard discret, le journal publié par les Services aux étudiants. « L'Université d'Ottawa, notre plus importante concurrente, dispose de ressources financières substantielles, ce qui lui permet d'offrir une gamme plus vaste de services aux étudiants handicapés. Pour attirer cette clientèle particulière dans ses programmes, l'UQAH compte élargir ses services au fur et à mesure que les besoins se manifesteront », de dire monsieur Mohand-Saïd.

Faire du réseautage

Soucieux d'offrir le meilleur service possible aux personnes handicapées, Mourad Mohand-Saïd s'est joint à l'Association québécoise inter-universitaire des conseillers pour les étudiants ayant des besoins spéciaux (AQICEBS). Cet organisme s'adresse aux personnes de tout âge ayant une déficience et qui sont intéressées à entreprendre un programme d'études universitaires. L'AQICEBS offre ses services aux étudiants par l'intermédiaire des conseillers des établissements. Le conseiller peut donc informer l'étudiant en question des services spécialisés qui lui sont offerts et se tenir au courant des plus récents développements en matière d'outils technologiques.

Saisir sa chance

Selon monsieur Mohand-Saïd, Nhat était découragé au début de ses études. Il manquait de confiance en lui. Mais dès qu'il s'est rendu compte qu'on s'occupait de besoins et que des gens voulaient l'aider, le vent a tourné et Nhat a aussitôt repris de l'assurance. Depuis, il est un étudiant heureux ayant réussi à s'intégrer au milieu universitaire. « Je suis content d'avoir choisi l'UQAH », souligne Nhat. Ce jeune homme estime que l'Université met tout à sa disposition pour assurer sa réussite scolaire, grâce à des professeurs sensibles à ses besoins particuliers et au soutien indéfectible que lui apporte monsieur Mohand-Saïd.

« Il faut réaliser ses rêves.
Être infligé d'un handicap me motive
à vouloir aller plus loin,
affirme Nhat, il faut saisir sa chance ! » ■

HANDICAPÉS

Québec, l'Université accusait un sérieux retard quant à la prestation de services aux personnes handicapées. Grâce à l'appui d'Yvan Pelchat, responsable du PSIPH à Québec, et à la collaboration de la direction des Services aux étudiants, du Service d'approvisionnement, de la Direction de l'équipement et des Services de la bibliothèque et de l'informatique, on a vivement réagi aux doléances de Nhat. » En effet, depuis février dernier, Nhat dispose d'outils technologiques qui facilitent sa participation aux cours et favorisent son apprentissage. À la bibliothèque du pavillon Lucien-Brault, on a notamment installé une télévision-neuse, (c'est-à-dire un appareil qui permet de grossir les caractères d'impression), un ordinateur doté d'une fonction vocale, d'un clavier et d'une imprimante en braille. Lorsque Nhat se rend à ses cours, il utilise un magnétophone et un appareil optique, le Jordy, qu'il porte comme une paire de lunettes. Cet outil lui permet de voir le professeur et ce qui est écrit au tableau. Afin de répondre aux besoins des personnes aux prises avec une déficience auditive, l'UQAH s'est

L'UQAH À MONT-LAURIER

Une présence dynamique et stimulante
à l'image de l'agente d'administration

par Frédérique David



Depuis 20 ans, l'UQAH a pignon sur rue à Mont-Laurier, dans les Hautes-Laurentides, où elle compte près de 300 étudiants inscrits à différents programmes. Répondant à des besoins du milieu, le Centre de Mont-Laurier a permis à plus de 750 personnes d'obtenir des diplômes dans des disciplines aussi variées que l'administration, l'éducation, le travail social, les sciences infirmières, etc. Situé à une distance à peu près égale de l'Outaouais et de Montréal, il couvre un bassin très large, allant de Maniwaki à Saint-Jovite, et comprenant plus de 35 000 habitants. Évoluant selon la demande du milieu, l'Université annonce des changements pour la prochaine rentrée automnale, qui risque non seulement de voir le nombre d'étudiants augmenter, mais également de changer le portrait de cette région éloignée des grands centres urbains.

Une clientèle diversifiée

Les cours offerts à Mont-Laurier s'adressent surtout à une clientèle adulte. La moyenne d'âge des étudiants se situe autour de 35 ans. « Ce sont des gens qui travaillent le jour, qui ont une famille, et qui suivent une formation le soir ou les fins de semaine pour se perfectionner ou pour réorienter leur carrière », explique Andrée Campeau, agente d'administration du Centre de Mont-Laurier. Dès l'automne, certains nouveaux services permettraient un rajeunissement possible de cette clientèle.

Un vaste choix de cours

Dès la création du Centre de Mont-Laurier, le choix des cours offerts a été très vaste, allant du baccalauréat en travail social au programme en sciences infirmières en passant par le certificat en administration. « C'est un certificat qui existe depuis 20 ans et qui est toujours en demande », affirme Andrée Campeau, qui coordonne le Centre depuis 1992. L'évolution s'est ensuite faite en fonction des besoins. « Quand on se rend compte qu'il y a des demandes à répétition pour un programme donné, on lance une rencontre d'information, ajoute-t-elle. Le programme le plus populaire, à travers les années, a été celui en administration. Il correspond particulièrement aux besoins du milieu. » Il est évident que le Centre de Mont-Laurier évolue selon la demande du marché du travail de la région et qu'il ne serait pas souhaitable d'offrir des cours dans des domaines qui ne présentent que peu d'avenir.

De nouvelles infrastructures

Dès septembre, il devrait être possible de faire une première année du programme de baccalauréat en travail social à temps plein. Pour les besoins de ce nouveau programme, de nouvelles salles de cours réservées pour l'Université seront aménagées durant l'été au Centre collégial. C'est d'ailleurs là qu'a été mise sur pied en 1997, conjointement avec le Cégep de Saint-Jérôme et l'UQAH, la salle de vidéoconférence qui permet aux étudiants de suivre en direct des cours donnés à Hull. « La salle est surtout utilisée pour des cours où il n'y a qu'un petit nombre d'étudiants inscrits. Au lieu d'annuler ces cours-là, comme on le faisait dans le passé, on peut les offrir à 10 étudiants ou moins en vidéoconférence », explique Andrée Campeau. Grâce aux progrès technologiques, les élèves suivent leur formation dans une salle identique à celle de Hull et peuvent intervenir grâce à 2 caméras et à plusieurs micros pour poser une question au professeur. Celui-ci peut ensuite leur répondre de la même façon. « Parfois, après 3 ou 4 cours, le professeur vient rencontrer les étudiants ici, à Mont-Laurier », ajoute madame Campeau. La majeure partie des cours à cet endroit sont d'ailleurs assurés par des professeurs, qui pour la plupart, viennent de l'extérieur.

Nouveau virage

Le centre universitaire de Mont-Laurier entamera sa rentrée automnale sur une nouvelle lancée. Outre l'aménagement de nouvelles salles, le bureau de l'Université déménagera au Centre collégial et sera doté d'un local supplémentaire avec un poste informatique pour les étudiants et les professeurs. Mais la principale nouveauté de la prochaine rentrée pourrait être incontestablement l'avènement d'une première année complète du programme de baccalauréat en travail social à temps plein, puisque ce sera la première fois que s'offrirait un programme de cours de jour à Mont-Laurier. « Déjà, plusieurs demandes d'admission ont été envoyées », s'enthousiasme Andrée Campeau, qui prévoit également une plus grande collaboration avec les entreprises du

milieu. « Je remarque que, depuis environ six mois, j'ai de plus en plus d'appels d'entreprises qui veulent qu'on leur réfère des diplômés dans leur champ de pratique. » L'amélioration de la qualité des services universitaires va accroître la capacité de retenir des jeunes dans la région de Mont-Laurier.

« C'est souvent au secondaire que les jeunes prennent des décisions sur leur avenir et décident qu'ils n'iront pas plus loin parce qu'ils ne voient pas de possibilité de poursuivre », soutient Andrée Campeau. Dans cette région où le taux de décrochage scolaire est l'un des plus élevés de la province, offrir plus de programmes universitaires laisse espérer un avenir meilleur. ■

UNE PERSONNE ENGAGÉE

par Hélène Auclair

Partie vivre quelques années à Vancouver, Andrée Campeau est revenue en 1987 à Mont-Laurier, sa ville natale qu'elle adore, on le sent ! Heureusement pour Mont-Laurier, pourrait-on dire, car il suffit de quelques instants avec cette femme pour réaliser combien elle est impliquée dans son milieu.

Gens d'affaires, représentants politiques, artistes, travailleurs de tout acabit, jeunes et moins jeunes, pratiquement tout le monde connaît et apprécie celle qui porte le chapeau d'agente d'administration de l'UQAH à Mont-Laurier depuis 10 ans et qui agit aussi à titre d'administratrice bénévole à la Chambre de commerce de Mont-Laurier, qui donne de son temps au Centre d'actions bénévoles Léonie-Bélanger, et qui à la demande du maire de Mont-Laurier, monsieur Gilles Cyr, vient d'accepter de faire partie de la Société d'embellissement de la municipalité.

« Je connais beaucoup de monde, c'est vrai, à tel point que les étudiants m'arrêtent à l'épicerie pour me donner leur chèque d'inscription ! ». Comment vit-elle ce genre d'intrusion dans sa vie privée ? Elle répond en riant « que cela fait partie de son travail et qu'elle s'en est toujours accommodée ».

À la Chambre de commerce, Andrée Campeau est membre du comité socio-économique, éducation et culture, comité proposé et mis en place il y a deux ans par un groupe de personnes dont elle faisait partie, et qui croyait comme elle, à la valeur et à l'impact de ces secteurs. « Plus il y a d'institutions d'enseignement dans une ville, plus cela attire les gens de l'extérieur, indique madame Campeau. C'est la même chose pour la culture : plus il y a de spectacles, plus les gens se déplacent ».

Au Centre d'actions bénévoles Léonie-Bélanger, Andrée Campeau travaille cette année à l'organisation du 20^e anniversaire de l'organisme. Et comme si ce n'était pas suffisant, elle compte créer un comité, qui regroupera tous ceux et celles qui travaillent en éducation dans la région afin de mieux diriger les individus vers les ressources appropriées.

Mère de trois enfants, on se demande comment elle réussit à accomplir autant et ce qui lui donne son énergie. Lorsque l'on questionne la principale intéressée, on réalise combien les relations humaines et la communication la stimulent : « J'aime informer les gens, j'aime le contact avec les étudiants ».

Détentrice d'un certificat en arts de l'UQAH, qu'elle a suivi en partie à Mont-Laurier grâce aux cours offerts à cet endroit, Andrée Campeau espère un jour terminer son baccalauréat et son certificat en animation. En raison de ses nombreuses occupations, elle sera peut-être obligée, comme elle le souligne encore en riant, « d'attendre à la retraite pour obtenir ces deux diplômes ».

Si elle ne crée pas d'œuvres d'art pour le moment, reste qu'en attendant l'agente d'administration de l'UQAH fait profiter le milieu de son énergie créatrice pour faciliter les échanges entre l'Université, les groupes socio-économiques, les représentants politiques et la population de Mont-Laurier et des environs. Chapeau à Andrée Campeau ! ■



UN PARTENARIAT SANTÉ-ÉDUCATION DONNE NAISSANCE À UN NOUVEAU PROGRAMME DE BOURSES

par Frédérique David

LORS D'UNE CONFÉRENCE DE PRESSE, EN AVRIL DERNIER, 10 BOURSES D'ÉTUDES ONT ÉTÉ REMISES À DES STAGIAIRES DU BACCALURÉAT EN SCIENCES INFIRMIÈRES, À LA SUITE DE L'ANNONCE DU NOUVEAU PROGRAMME.

1^{ère} rangée : Suzanne Blais, agente de stage; Francis R. Whyte, recteur; Karine Benoit, Jean-Mathieu Leblanc, Sylvia Pharand-Saucier, Mélanie Cayer et Gilles Poulin, président du conseil d'administration de la Fondation;

2^e rangée : Francis Quirion, Virginie Léveillé, Édith Gendron, Caroline Fortin, Annie Fleurant, Nathalie Pichette et Alain Guérette, directeur adjoint à la RRSSSO.

Début de matinée, Saint-André-Avellin. Des jeunes vêtus d'uniformes blancs trop neufs font leur entrée au CLSC. Pendant un mois, ce sera leur port d'attache alors qu'ils sillonneront la région de la Petite-Nation. Ils développeront des habiletés pour offrir des soins de santé en accompagnant une infirmière dans son travail quotidien. En fait, ces jeunes sont des étudiants du programme de baccalauréat en sciences infirmières de l'UQAH qui ont décidé de faire leur premier stage en milieu rural dans l'Outaouais. Au cours des prochaines semaines, ils seront 4 au CLSC Petite-Nation et 6 à celui de Maniwaki. Le printemps prochain, des stages s'ajouteront dans les MRC de la Vallée-de-la-Gatineau et des Collines ainsi que dans la MRC du Pontiac.

Ces stages ont été rendus possibles grâce à la collaboration du milieu de l'éducation et de celui de la santé. En effet, des bourses, destinées aux étudiants et étudiantes en sciences infirmières qui décident de faire leur stage en milieu rural dans l'Outaouais, sont offertes en partenariat avec la Fondation de l'Université du Québec à Hull et la Régie régionale de la santé et des services sociaux de l'Outaouais (RRSSSO).

Ces bourses, de 500 \$ chacune, couvriront les frais de séjour et de déplacement engendrés pour poursuivre des stages à l'extérieur du centre urbain. Gilles Poulin, président du conseil d'administration de la Fondation, mentionne que ce programme nécessitera une contribution totale de 27 000 \$ et espère accorder 54 bourses pendant une période de 3 ans.

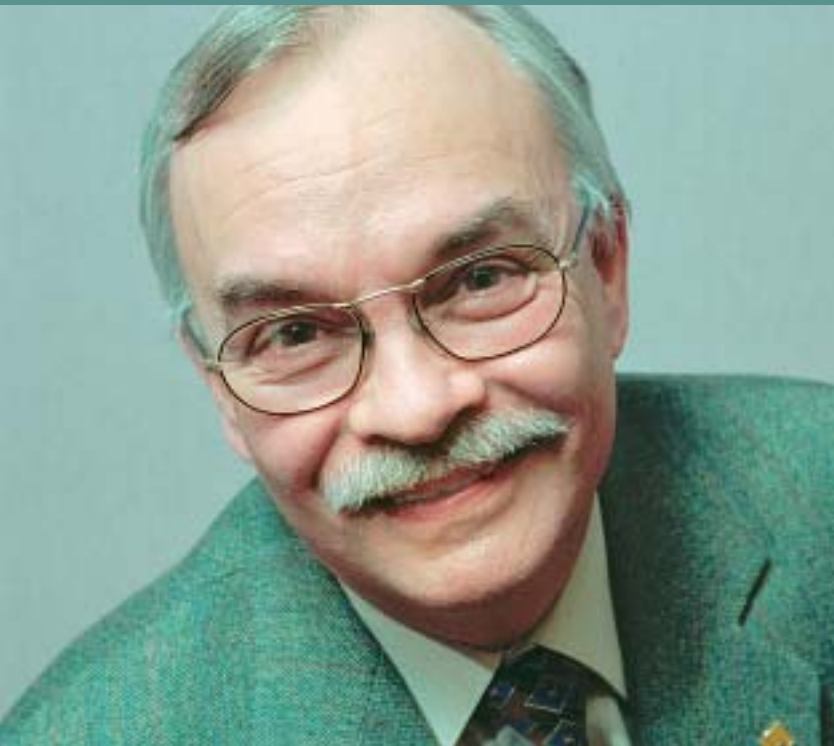
Ce programme de bourses a vu le jour pour répondre à une demande de l'Université. Compte tenu d'une augmentation du nombre d'étudiants

inscrits en sciences infirmières, l'agente de stage du Module des sciences de la santé, Suzanne Blais, devait élargir son bassin de milieu de formation pratique pour permettre à tous d'effectuer un stage d'introduction ou de consolidation. Selon madame Blais, « le milieu rural apporte des avantages, une formation différente et complémentaire donnant l'occasion aux étudiants et étudiantes de vivre la différence entre les cultures urbaine et rurale ». Dominique Therrien, stagiaire l'an dernier dans le cadre d'un projet pilote au CLSC Petite-Nation, ajoute que « son expérience lui a été bénéfique et lui a permis de constater que, même si l'anonymat ne faisait pas partie de la vie en région, il n'hésiterait pas à y retourner ».

Il n'y a pas que les universitaires qui gagnent à cette décentralisation. « Par leur questionnement, il est très stimulant pour un milieu clinique et son personnel d'avoir des stagiaires, mentionne Johanne Lauzon, chef de service au CLSC Petite-Nation. Aussi, ils nous aident à demeurer à la fine pointe de l'évolution des soins infirmiers puisqu'ils sont porteurs de ces nouveautés. Être partenaire de la formation des infirmières nous permet d'ajouter un volet important, soit celui du rôle élargi de l'infirmière spécifique à la réalité d'une région rurale. »

Pour sa part, le conseil d'administration de la RRSSSO estime que ce genre de projet innovateur s'avère essentiel. « La mise en commun de fonds publics et privés facilite l'arrimage entre les milieux de la santé et de l'éducation », explique le directeur adjoint aux Services de gestion à la RRSSSO, Alain Guérette. Par ce projet conjoint, les deux réseaux visent le même objectif : favoriser la formation d'un personnel qualifié voulant travailler et vivre en Outaouais.

NOUVELLES EN BREF



NOMINATION D'UN NOUVEAU DIRECTEUR GÉNÉRAL

Pierre Roberge assume maintenant la direction générale de la Fondation de l'Université du Québec à Hull à la suite du départ de Jacinthe Deault. C'est avec beaucoup d'enthousiasme, mentionne monsieur Roberge, qu'il entreprend de relever ce nouveau défi. Le directeur général a derrière lui 27 années d'expérience dans le milieu universitaire, où il a cumulé différentes fonctions tant en enseignement qu'en gestion dans diverses universités.

PARTENARIAT AGE-FONDATION

C'est à l'unanimité que l'Association générale des étudiants (AGE) a pris la décision de renouveler son partenariat avec la Fondation lors de sa dernière assemblée générale. Le président de l'AGE, Jasmin Castonguay, souhaitait que cette entente se poursuive « parce qu'elle témoigne d'une volonté de s'entraider et de se mobiliser pour sa communauté ».

Ainsi, pour les 4 prochaines années, les sommes recueillies pour le Fonds de solidarité étudiante serviront à décerner des bourses d'études ainsi qu'à soutenir le Fonds d'aide d'urgence. « Ce geste de générosité posé par les étudiants, indique Gilles Poulin, président du conseil d'administration de la Fondation, fait foi de leur sens de la responsabilité sociale. Nous sommes fiers d'eux et heureux d'être leurs partenaires dans une cause commune: le succès de futurs professionnels. »

La contribution volontaire est fixée à 5 \$ par session par étudiant et se fait par l'intermédiaire du bulletin d'inscription. Au cours des 5 dernières années, plus de 48 000 \$ ont été amassés. Ce soutien des étudiants a eu des résultats concrets: 24 bourses d'études ont été octroyées au nom de l'AGE et une autre portion de cette somme a servi à soutenir la création du Centre d'entrepreneuriat et d'innovation.

CRÉATION D'UNE BOURSE D'EXCELLENCE DE L'ORDRE DES INGÉNIEURS DU QUÉBEC, SECTION OUTAOUAIS

Maxime Babin, président de la section régionale de l'Outaouais de l'Ordre des ingénieurs du Québec, a annoncé la création d'une bourse au montant de 1 500 \$ qui sera remise à chaque année à un étudiant inscrit en génie informatique à l'UQAH.

Cette bourse sera attribuée par concours selon des critères d'excellence. « La profession d'ingénieur est empreinte d'innovation. C'est pourquoi, pour nous, l'excellence c'est aussi la capacité de transformer son milieu », mentionne Maxime Babin. Les lauréats de cette bourse seront donc choisis à partir de critères concernant non seulement leurs résultats scolaires, mais également leur engagement tant sur le campus de l'UQAH que dans la communauté.

« Notre programme est jeune, notre équipe de professeurs est dynamique et cette bourse est une première collaboration avec le milieu professionnel. Nous en sommes très fiers, souligne le professeur en génie informatique Karim El Guemhioui. Ceci n'est qu'un premier pas vers un plus grand rapprochement entre la section régionale de l'Ordre et le milieu universitaire. »



Karim El Guemhioui, professeur au Département d'informatique de l'UQAH et Maxime Babin, président de la section régionale de l'Outaouais de l'Ordre des ingénieurs du Québec.

EN BREF

Assemblée générale annuelle

L'Association des diplômés et des diplômées (ADD) tiendra son assemblée annuelle en septembre à l'UQAH. Des renseignements plus précis sont affichés sur notre site Internet. Nous vous attendons en grand nombre!

Des retrouvailles...

Votre association s'associe à des groupes locaux pour vous offrir des rencontres de retrouvailles à Saint-André-Avellin, fin août ou début septembre, et à Mont-Laurier en octobre. Les retrouvailles dans la Petite-Nation vous intéressent? Vous avez aimé vos retrouvailles de l'an dernier à Mont-Laurier et voulez faire partie du comité organisateur ou tout simplement participer à la rencontre? Laissez un message dans la boîte vocale de l'ADD au (819) 595-3971.

Pique-nique annuel

L'Association organise son pique-nique annuel le dimanche 18 août sur les terrains du campus Taché. L'an dernier, une centaine de personnes se sont regroupées afin de fraterniser et d'échanger. Certaines se sont même trouvées un emploi! Inscrivez-vous, ainsi que votre famille, sur le site Internet.

Un travail exceptionnel

Nous tenons à souligner le départ de notre 3^e stagiaire, Véronik Lapointe. Suivre les traces de Michel Pilon et d'Amélie Gagnon-Tessier n'était pas une mince affaire. Véronik a assumé à son tour la permanence de votre association et s'en est tirée avec brio. Si vous avez communiqué avec elle, vous avez sans doute été reçu chaleureusement. En plus de jouer un rôle clé dans l'organisation de notre tournoi de golf annuel, elle a mis ses compétences à contribution lors de son stage et a rajeuni le site Internet de l'ADD. Nous vous invitons à naviguer sur notre site au www.uqah.ca/fondasso/add et souhaitons bonne chance à Véronik Lapointe dans la poursuite de ses études.

UN CADEAU POUR UN NOUVEAU DIPLÔMÉ

Un de vos proches reçoit un diplôme de l'UQAH?

Pourquoi ne pas réserver un cadre à l'avance?

Son diplôme sera encadré sur place. Un cadeau sur mesure, au bon moment!

INFORMEZ-VOUS AU BUREAU DE L'ADD.

Des nouvelles de nos diplômés

Vous aimeriez faire connaître les réalisations d'une consœur ou d'un confrère de classe, donner de vos nouvelles ou nous dire où vous en êtes dans votre carrière? Communiquez avec nous au (819) 595-3971.

- **Chantale Desrochers** (sciences infirmières, 1998), superviseure de stage en psychiatrie à l'hôpital Pierre-Janet, est déménagée à Whitehorse au Yukon.
- **Jean-Pierre Giroux** (administration, 1994) siège au Comité exécutif du Conseil d'administration de l'Université du Québec à Hull en tant que représentant de l'ADD. Jean-Pierre est directeur, marketing et développement pour le groupe ADGA.
- **Hugo Paquette** (administration, 1989) s'est vu décerner le titre de gestionnaire de l'année lors du dernier gala COOPSCO 2002. Ce titre vise à reconnaître la qualité de l'intervention d'un gestionnaire au sein de sa coopérative.

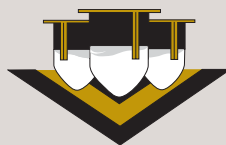
UN DE NOS STAGIAIRES SE DISTINGUE AU PLAN PROVINCIAL

par Lisette Blouin-Monfils (traduction et éducation, 1988), co-présidente de l'ADD

Michel Pilon, le premier stagiaire de l'Association, diplômé depuis peu en administration, a reçu la bourse René-Houle au gala COOPSCO 2002, à Québec, en avril. Cette bourse, d'une valeur de 500 \$, vise à reconnaître l'implication bénévole et l'engagement d'étudiants qui se démarquent par leur dynamisme dans leur fonction d'administrateur de coopérative. Michel se distingue d'autant plus que toutes les coopératives du milieu étudiant du Québec avaient présenté des projets.

Michel Pilon a reçu cette distinction pour son implication dans 3 grands projets qu'il a pilotés avec succès. En 1998, il a fondé un club d'entrepreneurs étudiants au Collège de l'Outaouais, en collaboration avec 4 autres étudiants. Arrivé à l'Université, il s'est illustré à titre de président du Club d'entrepreneurs étudiants, où il a participé à la mise sur pied d'une semaine d'entrepreneuriat de concert avec Pascale Bergeron (administration, 1998) du Centre d'entrepreneuriat et d'innovation de l'UQAH. Au sein de la Coopérative collégiale et universitaire de l'Outaouais, dont il est président depuis près d'un an, Michel dirige un comité permanent d'éducation coopérative. Il a rédigé un modèle de plan d'action d'éducation coopérative qui a été présenté à la Fédération des coopératives québécoises en milieu scolaire.

Lors de son premier stage, l'Association avait reconnu le grand potentiel de Michel, qui a assuré la permanence de l'ADD pendant plus d'un an. Par la suite, il a poursuivi ses stages au gouvernement grâce à un membre du Conseil d'administration. C'est suite à ces stages que Michel a amorcé sa carrière à Communication Canada, où il vient de décrocher un emploi. Nous lui souhaitons une carrière des plus fructueuses.



Association
des diplômés et diplômées
de l'Université du Québec à Hull

283, boulevard Alexandre-Taché
Case postale 1250, succursale B
Hull (Québec) Canada J8X 3X7
Tél. : (819) 595-3971 Téléc. : (819) 595-3844
Courriel : add@uqah.quebec.ca
Site Internet : www.uqah.ca/fondasso/add



La sécurité,

c'est personnel

La Sécurité devient La Personnelle

Pour nous, évoluer signifie aller toujours plus loin pour répondre aux besoins de plus en plus personnels des membres de nos groupes partenaires.

Cette capacité à vous protéger et à vous faire économiser est plus vraie que jamais grâce au regroupement des activités de La Sécurité, assurances générales et de La Personnelle.

Toujours l'assureur recommandé par votre association de diplômés, La Sécurité est maintenant plus personnelle que jamais. Elle vous servira désormais sous le nom de La Personnelle, assurances générales.



Association
des diplômés et diplômées
de l'Université du Québec à Hull

La Personnelle
assurances générales

www.quebec.lapersonnelle.com



Montréal : (514) 281-8121 • Québec : (418) 835-6806 • Sans frais : 1 800 363-6344

Votre assureur de groupe automobile et habitation

Les bons conseils profitent

les solutions personnalisées aussi!

VMD

Conseillers en placement

Les vraies valeurs passent par VMD

Lorsque vous pensez investissement, tout est question d'analyse, de stratégie et surtout de confiance.

Pour en savoir plus sur les services offerts par VMD, communiquez avec un de ses conseillers en placement ou encore avec votre caisse Desjardins.



Valeurs mobilières
Desjardins

Région de l'Outaouais

(819) 772-2221 1 888 772-2411

Membre FCPE



J'ai

LeDroit

cyberpresse.ca

*aux nouvelles de la région
à mon opinion
aux manchettes
aux arts et spectacles
aux nouveautés de l'habitation
aux nouvelles du sport
au rythme de l'économie
à la détente
à des idées de voyage*

Je m'abonne!
562-0555